Bimensuel 4 F — No 67 du 20 décembre 1979. Supplément à l'Humanité rouge No 1193

l'Humanité Rouge

Automobile : quel avenir ?

Courrier des lecteurs



A propos de l'article d'Estelle Delmas : « Les nouveaux parias »

Chers camarades,

Je viens de terminer la lecture du dernier numéro de l'Humanité Rouge bimensuel.

Les articles sur le front culturel m'ont particulièrement intéressé, comme d'habitude.

Cependant, j'ai relevé une erreur qui me semble importante.

A la fin de l'article « 1918-1939 Les nouveaux parias » d'Estelle Delmas, consacré aux travailleurs immigrés, la camarade indique dans la rubrique « Pour en savoir plus » : « Il n'existe rien sur le rôle des étrangers dans la résistance ».

Or il se trouve qu'il existe un ouvrage fort bien documenté qui s'intitule « On les nommait des étrangers. Les immigrés dans la résistance » paru aux Editeurs Français Réunis en 1965 et écrit par Gaston Laroche (Colonel F.T.P.F. Boris Matline).

Avant d'affirmer qu'il n'existe rien sur tel ou tel sujet, il faudrait se renseigner sérieusement... D'autant plus que la résistance est une période historique très importante.

La camarade n'a certainement pas eu le temps ni les moyens pour vérifier l'existence ou non d'un ouvrage sur ce sujet. Mais alors, il vaut mieux ne rien dire.

Ceux que nous appelons aujourd'hui des révisionnistes ne l'ont pas toujours été et la solidarité français-immigrés n'a pas toujours été un simple mot d'ordre, sinon comment expliquer le nombre et la détermination de ces travailleurs immigrés qui ont combattu, les armes à la main, aux côtés de ces Français, pour libérer le sol d'un pays qui n'était pas le leur.

Il se peut que cet ouvrage ne se trouve plus disponible dans les librairies, et si c'est le cas, c'est fort dommage. (Il y a d'ailleurs deux pages consacrées à la lutte des immigrés albanais en France).

Le premier chapitre est consacré au groupe Manouchian. Le second s'intitule « Les détachements étrangers au combat » et retrace la lutte des immigrés par nationalité. Le troisième « Toutes nationalités réunies » souligne les liens qui unissaient les différentes nationalités dans le combat. Quant au quatrième, il donne des indications sur la presse clandestine immigrée.

Voilà, je ne crois pas que l'on puisse parler de la lutte des travailleurs immigrés sans citer cet ouvrage, peut-être unique en son genre.

Les lecteurs de notre journal seront intéressés d'en apprendre l'existence.

Je voudrais, pour terminer, vous faire part d'une idée qui trotte dans ma tête depuis un certain temps.

Nous écrivons beaucoup sur les immigrés, et à juste raison. L'actualité nous y incite et l'histoire également. Or, il existe un sujet que nous n'avons jamais traité et qui me semble exemplaire pour souligner l'importance de l'unité des travailleurs de toutes nationalités, c'est la lutte et la solidarité qui unissaient les déportés dans les camps de concentration.

Il se trouve que mon père est un ancien déporté du camp de concentration de Buchenwald. Dans ce camp existait une puissante organisation clandestine internationale dirigée par des communistes qui réussit à libérer les détenus avant même l'arrivée des soldats américains. Cette organisation, puissante et disciplinée, arriva à s'infiltrer dans l'administration du camp. Elle sauva de nombreuses vies humaines.

Les rares fois où mon père discuta avec moi de ce sujet, ce n'est pas pour mettre en avant les atrocités, mais bien pour souligner l'importance et la nécessité d'une telle organisation pour lutter dans les pires conditions.

Sujet grave et important qu'il faudra bien traiter un jour et ne plus laisser le monopole de ce sujet aux révisionnistes qui s'en servent pour implorer la paix et la détente et aux sionistes qui justifient l'existence d'un Etat artificiel qui expulse les habitants de leurs terres.

Je vous quitte en vous souhaitant bon courage dans votre travail.

Un bon exemple

La cellule d'entreprise du PCML de l'usine Alsthom de Saint-Ouen a effectué une première diffusion de 70 numéros de *l'Humanité rouge* bimensuelle, comportant le dossier relatif à la grève des travailleurs d'Alsthom.

Elle a dû se réapprovisionner pour poursuivre cet excellent travail.

l'Humanité Rouge

ORGANE CENTRAL DU PCML

Sommaire

Editorial

Le fil de l'actualité

International

Magazine

Directeur politique : Jacques Jurquet. *Rédacteur en chef* : Pierre Burnand. *Rédacteurs : Intérieur* : Jacques Duroc, Joël Fabien, Catherine Lemaire, Pierre Marceau. *International* : Serge Forest, Evelyne Le Guen. *Culturel* : Léon Cladel, Estelle Delmas, Bob Regard, Michel David. *Secrétaire de rédaction* : C. Dhalluin. *Administration* : Arthur Lepuy, Henri Bernard, Sophie Retz. *Imprimerie La Nouvelle. Directeur de Publication* : André Druesne.

L'Humanité rouge BP 201 - 75926 Paris Cédex 19 CCP : 3022672 D La Source. Commission paritaire No 57952 Distribution NMPP. Dépôt légal 3e trimestre 1979. Directeur de publication : André Druesne. Imprimerie La Nouvelle.

13

L'automobile: quel avenir ?



21

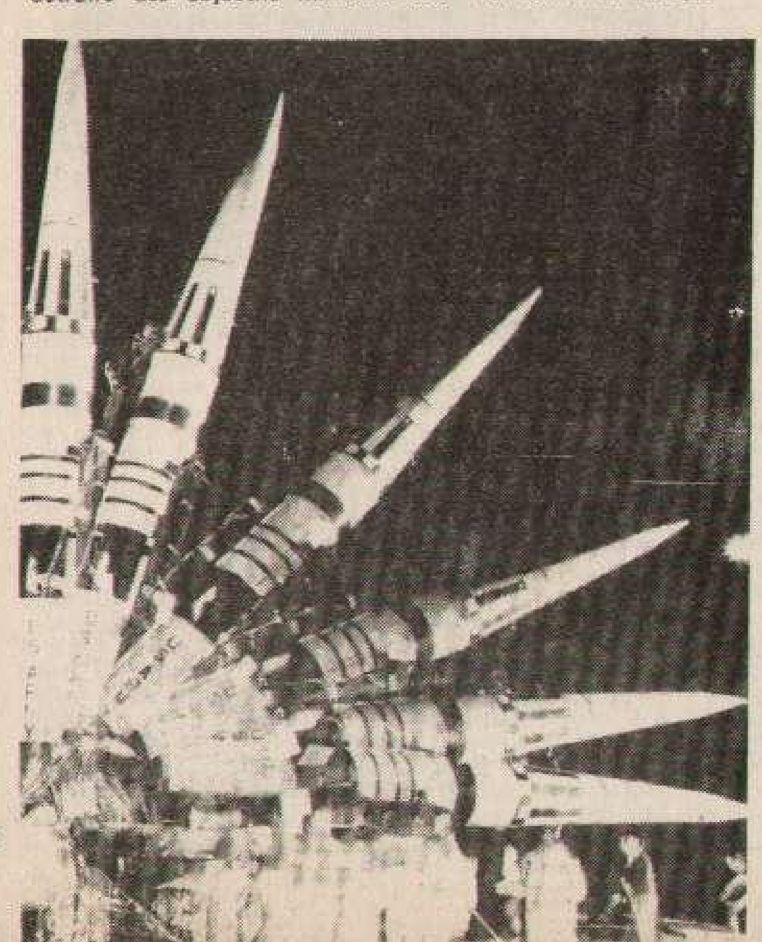
CHINE: Le socialisme fait ses preuves

Fusées Pershing contre SS20

L'Europe au cœur de la rivalité URSS-USA

La décision des pays membres de l'OTAN d'installer 572 missiles en Grande-Bretagne, RFA, Italie, Belgique et aux Pays-Bas est venue rappeler que derrière les paroles maintes fois entendues au cours de ces dernières années au sujet de la détente, ce qui se cache, c'est bel et bien la réalité de la course aux armements. Cette décision s'inscrit dans le cadre d'un engrenage dans lequel l'URSS est à l'initiative. On ne peut, en effet, oublier qu'elle fait suite au déploiement par l'URSS des nouveaux missiles SS 20 dirigés contre l'Europe de l'Ouest et qui renforçait l'avantage militaire soviétique en Europe. Les missiles SS 20 de portée continentale, ont la particularité d'être d'une grande précision et mobiles et donc de pouvoir détruire des objectifs militaires tels que, par exemple, les sites de lancement nucléaires français sans pouvoir eux-mêmes être atteints.

Par ailleurs, l'URSS produit actuellement au rythme de deux à trois par mois un nouveau type de bombardier nucléaire, le « Backfire ». Les fusées Pershing sont des armes du même type que les SS 20, avec cette différence, énorme, que l'installation des Pershing ne commencerait pas avant 1983 alors que les SS 20 ont déjà commencé à être installés. La décision de l'OTAN, si elle comble donc en partie l'avantage du Pacte de Varsovie, ne le remet nullement en cause. D'autant plus qu'il convient également de prendre en compte l'important avantage de l'URSS dans le domaine militaire conventionnel en Europe.



Le rapport de force est en effet de 1,2 contre 1 pour les effectifs en hommes, de 2,5 contre 1 pour les chars, de 1,7 contre 1 pour les avions tactiques. Par ailleurs, le Pacte de Varsovie est équipé d'armements standardisés, ce qui n'est pas le cas des pays ouest-européens ; enfin, le contrôle soviétique sur le Pacte de Varsovie assure à celui-ci, à l'heure actuelle, une cohésion qui n'existe pas en Europe de l'Ouest.

Il est nécessaire d'avoir présentes à l'esprit ces données pour porter un jugement sur l'installation des fusées Pershing et ne pas perdre de vue qu'elle s'inscrit dans une situation où l'URSS est à l'initiative de la course aux armements en Europe.

En installant ces armes en Europe, les USA n'ont pas pour but la défense des intérêts des peuples européens. Ils veulent préserver leurs intérêts en Europe de l'Ouest menacés par leur concurrent soviétique. Pour ces raisons, nous sommes contre des mesures de défense dont le résultat est de rendre les pays européens plus dépendants des USA. Une telle politique a pour effet de mettre la clé de la défense des pays européens à Washington.

La défense des pays ouest-européens doit être l'affaire de ces pays. Mais qu'on ne compte pas sur nous pour participer à une campagne, impulsée par le PCF, dont le but est d'attaquer l'OTAN pour mieux passer sous silence la course des Soviétiques aux armements.

Pour être conforme aux réalités et aux intérêts des peuples européens toute action contre la course aux armements en Europe doit aujourd'hui exiger comme priorité le démantèlement du dispositif des fusées SS 20, dispositif d'autant plus dangereux qu'il est déjà en place. Passer sous silence ce fait, c'est en réalité agir en faveur de la supériorité soviétique en Europe.

Contre l'escalade nucléaire en Europe : démantèlement prioritaire du dispositif des SS 20 et annulation du dispositif des fusées Pershing !

Pierre BURNAND

EDITORIAL

Du pétrole et des chiffres

Après la décision des pays de l'O.P.E.P. d'augmenter le prix de vente de leur pétrole de 30 % et la tenue du sommet de Caracas, la propagande anti-O.P.E.P. s'est à nouveau mise en branle. Elle brode à n'en plus finir sur le même thème : les pays producteurs de pétrole sont les responsables de l'inflation et du chômage.

Mais il est des chiffres dont cette propagande ne parle pas.

En voici quelques uns.

En 1979, la compagnie pétrolière *Exxon* a réalisé 3 milliards de dollars de bénéfices contre moins de 2 milliards en 1978.

British petroleum a réalisé un bénéfice de 3,20 milliards de livres pour les neuf premiers mois de 1979, contre 1,66 milliards pour la période correspondante de 1978.

Pour les six premiers mois de l'année, les bénéfices de la Compagnie française des pétroles ont été de 2,2 milliards contre 309 millions en 1978, *soit sept fois plus !*

Que conclure de ces chiffres ? Comme on le voit, les compagnies pétrolières ne souffrent pas, bien au contraire, des hausses du prix du pétrole brut. Les bénéfices qu'elles réalisent sont d'ailleurs sans commune mesure avec ces hausses. Ce qui signifie qu'elles revendent le pétrole à des prix nettement plus élevés que ceux auxquels elles l'achètent aux pays producteurs. Avant la récente hausse, le baril de pétrole d'Arabie saoudite était vendu 18 dollars par ce pays, tandis que sur le marché libre de Rotterdam le baril de pétrole se vendait à plus de 40 dollars. Les trafics réalisés par les compagnies sur ce marché expliquent en grande partie ces surprofits.

Il faut également rappeller que dans le prix d'un litre d'essence 70 % sont empochés par les compagnies et par l'Etat. En tentant de dresser l'opinion contre l'O.P.E.P on veut tout simplement dissimuler ces faits. Ce sont les compagnies pétrolières et l'Etat (sous forme d'impôts), qui sont les principaux responsables des prix élevés des produits pétroliers.

A ceux qui prétendent que ce sont les pays producteurs de pétrole qui sont responsables de l'inflation, rappelons encore qu'il y a quelques mois, le ministre de l'industrie avait laissé entrevoir une baisse du prix de l'essence en raison de la baisse du prix du pétrole brut. Non seulement, il n'y a pas eu de baisse du prix de l'essence, mais l'inflation s'était poursuivie.

En décrétant de nouvelles hausses, les pays de l'O.P.E.P. ne font que défendre leur pouvoir d'achat. Les pays industriels importateurs cherchent constamment à maintenir leurs profits en augmentant les prix des produits manufacturés qu'ils vendent aux pays producteurs. Par ailleurs, la baisse importante du dollar, qui est la monnaie dans laquelle est payé le pétrole, a pour effet de réduire constamment le prix réel du pétrole.

Mais surtout, les pays producteurs de pétrole défendent une ressource qui diminue. Le pétrole ne se renouvelle pas. Durant de nombreuses années, les pays impérialistes ont pillé le pétrole de ces pays, en en extrayant des quantités toujours croissantes, à des prix dérisoires. Les pays producteurs veulent aujourd'hui avoir le contrôle de leurs ressources. En défendant le prix de vente et en limitant les quantités extraites, les pays producteurs agissent de façon légitime, contre la dilapidation de leurs ressources. Les nécessaires limitations de la consommation pétrolière dans un pays comme le nôtre ne vont pas manquer de poser d'importants problèmes de société, que le capitalisme cherchera à résoudre sur le dos des travailleurs, conformément à la logique d'un système basé sur le profit et responsable de la situation actuelle.

Le secteur de l'industrie automobile auquel nous consacrons un dossier est particulièrement concerné. Les nécessaires restrictions de consommation d'énergie auront pour effet de réduire à terme un marché où la lutte entre monopoles internationaux devient de plus en plus âpre. Dans de telles circonstances les capitalistes ont toujours recours au renforcement de l'exploitation.

P. Burnand

Denain

Usinor n'est pas mort, le combat continue

Ils étaient plusieurs milliers ce samedi 8 décembre dans les rues de Valenciennes, des milliers autour de ceux d'Usinor pour affirmer leur volonté de voir couler la fonte et l'acier à Denain et vivre le Valenciennois. Car, on l'a compris, la volonté de lutte demeure importante à Usinor-Denain en dépit d'une situation rendue difficile par la signature et la mise en application de la convention sociale. On ne soulignera jamais assez le rôle d'instrument de division aux mains d'Usinor que joue la convention sociale. Il y a ceux qui ont accepté la prime de départ et dont beaucoup, aujourd'hui, regrettent leur geste ; il y a ceux qui bénéficient des primes, des mesures d'âge, ceux qui sont mutés et ceux qui ne le sont pas...

NON AUX MUTATIONS ARBITRAIRES !

La convention sociale, comme nous l'avions souligné en son temps, n'est finalement destinée qu'à faire avaler une pilule bien amère. La direction d'Usinor s'est avérée incapable de tenir ses engagements en ce qui concerne « *Usinor services* » et la division dite de « formation » dénoncés à juste titre par les syndicats comme des parkings de chômeurs. Ces parkings eux-mêmes ne sont pas mis en place. Résultat : les travailleurs concernés tombent dans la catégorie des mutés. 2 500 ouvriers au minimum sont touchés par les mutations. Cela signifie donc une masse importante de travailleurs possédant des intérêts identiques et donc une même raison de lutter.

Aussi, dès la rentrée, le problème des mutations devenait-il un enjeu très important de l'action à Usinor-Denain. Organisée par la CGT, la résistance des travailleurs mettait en échec le plan de mutations de la direction qui devait entrer en application dès le 1er septembre. Début novembre, la direction opère un coup de force en fermant avant terme le dernier four de l'Aciérie Martin. Les aciéristes le comprennent aussitôt comme une manœuvre provocatrice destinée à lancer le plan de mutations. Alors, la CGT organise des rassemblements de riposte mais la CFDT, invitée par six fois, ne s'y associe pas.

LUTTER !

Cette division syndicale ne fera que s'approfondir jusqu'à la mise sur pied à la fin novembre du « front uni » rassemblant la CFDT, la CGC, FO et la CFTC. Le 26 novembre, Usinor décide de frapper : 1 700 travailleurs reçoivent une lettre les informant qu'ils seront mutés. La colère éclate, l'émoi est très grand dans l'usine. Le lendemain, l'occupation est votée par l'assemblée générale de riposte à laquelle la CGT a appelé. Cette occupation, reconduite chaque jour, voit aussitôt se dresser contre elle la direction d'Usinor et les organisations du « front uni » en pleine convergence.

Les médias feront chorus. On parlera de « grève minoritaire », de lutte « non démocratique », d'action qui va « précipiter la fermeture de l'usine », etc... Alors, que faire ? Ne pas lutter ? Attendre les bras croisés le démantèlement progressif d'Usinor-Denain ? De fait, tous ceux qui sont favorables à la convention sociale et qui, par conséquent, acceptent la logique du plan de restructuration capitaliste de la sidérurgie s'opposent à la lutte. Mais il n'y a que deux voies : celle de la lutte et celle de la capitulation. Pour prétendre susciter le débat sur les formes d'action, il faut d'abord se prononcer résolument pour l'action et le démontrer en y participant. Sans quoi, le souci « démocratique » n'est qu'une feuille de vigne qui dissimule mal le renoncement à la lutte, la volonté de consensus avec les maîtres de forge et le gouvernement.

Mais il ne faut pas que l'on compte sur nous pour jeter de l'huile sur le feu de la division. La situation actuelle, croyons-nous, est suffisamment compliquée. Aussi, continuerons-nous comme par le passé à soutenir tout ce qui va dans le sens de l'action de masse et de l'unité la plus large sur le terrain. Oui, nous demeurons aux côtés de ceux d'Usinor-Denain contre les mutations arbitraires, contre le chômage, pour que la fonte et l'acier continuent à couler à Denain, pour du travail pour tous.

Rémi DAINVILLE



Rassemblement devant Usinor-Denain

Un dépouillement du vote organisé par la CGT le 12 décembre 1979





Lors du rassemblement devant la porte Cavro, le lundi 3 décembre. Le vote de la poursuite de l'occupation



L'élection des conseillers prud'homaux : un acquis qu'il faudra préserver

L'importance de la participation des travailleurs à l'élection des conseillers prodhomaux constitue certainement le fait le plus important. En effet compte tenu du faible niveau d'organisation de la classe ouvrière (environ 22 % de syndiqués) du développement inégal des organisations essentiellement implantées dans les grands centres industriels, et en moyenne dans les P.M.E., les quelques 60 % de participation constituent un camouflet pour le gouvernement.

Celui-ci avait pourtant tout fait pour empêcher les organisations syndicales de s'exprimer à travers les grands moyens d'information particulièrement à la T.V. Le jour de l'élection des conseillers prud'homes, J.P. Lecat allait jusqu'à dire en réponse à une question d'un député U.D.F., que la T.V. était réservée aux questions susceptibles de toucher le plus grand nombre de téléspectateurs. L'importance des moyens nécessairement mis en œuvre pour la T. V. était disproportionnée face aux questions strictement professionnelles objet selon lui de l'action des organisations syndicales.

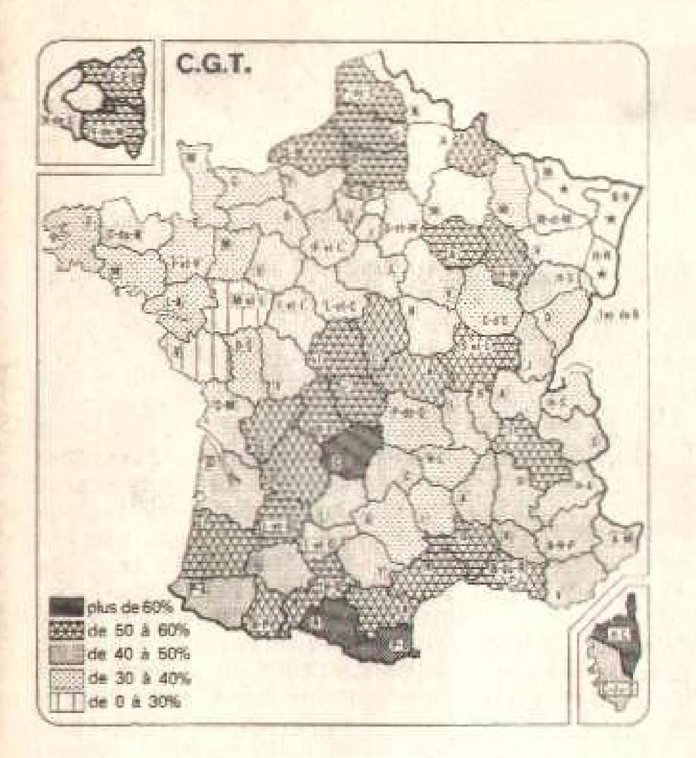
Le gouvernement a donc échoué. Il aura désormais beaucoup de peine à faire douter de la représentativité des organisations syndicales. D'autre part il lui sera pratiquement impossible de revenir sur le principe de l'éligibilité des conseillers aux prud'homes. Pourtant tout était fait pour entraver le caractère démocratique de cette élection. En effet, les organisations syndicales se sont vues refuser le droit d'assister à la centralisation des résultats par les Préfectures. Cela constitue une restriction inadmissible au contrôle démocratique de tout scrutin. Nous nous joignons aux différentes protestations qui se sont fait entendre à ce sujet.

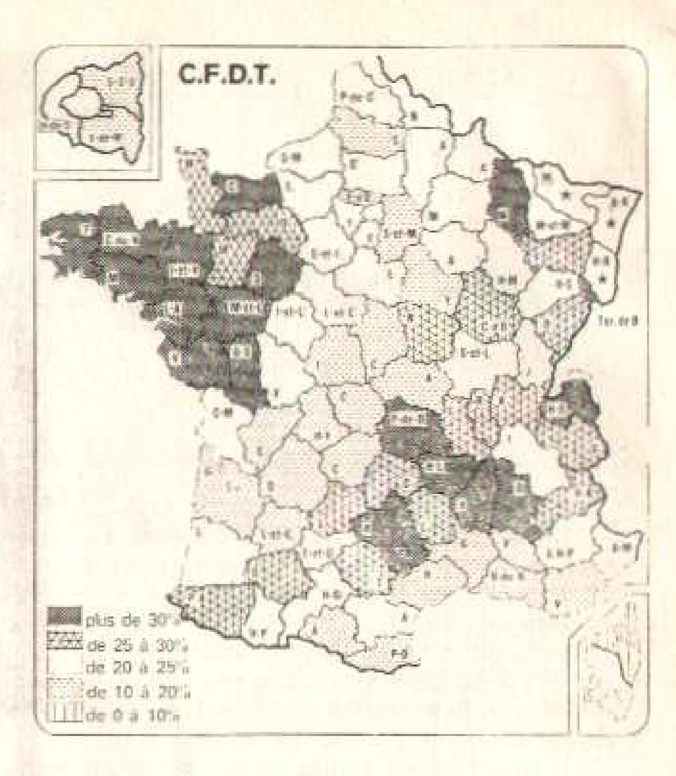
Le second fait marquant de ces élections, c'est la confirmation de la représentativité des trois plus importantes organisations syndicales.

Les organisations dites « indépendantes », telles la C.S.L., mais faut-il encore en parler, se sont balayer. Cela n'empêchera pas le patronat de recourir à de telles organisations pour constituer ses commandos anti-grève, et tenter de briser la combativité des ouvriers et le travail d'organisation des syndicats.

Il faut s'attarder aux résultats respectifs de chaque organisation. D'un point d'ensemble ces résultats confirment les résultats des élections professionnelles. La campagne électorale qu'ont mené les organisations syndicales n'a pas modifié le point de vue des travailleurs, point de vue établi après une connaissance de plusieurs années d'activité, de chaque organisation. Les militants syndicalistes savent combien il est difficile de modifier, lors des élections professionnelles, le rapport des influences de chaque section syndicale. Ces élections prud'homales confirment cette règle.

La C.G.T. demeure la première organisation syndicale de notre pays pour la classe ouvrière. Même si celle-ci connaît un recul depuis la Libération, par son influence, son degré d'organisation, elle reste l'organisation syndicale la plus influente parmi les ouvriers.





La C.F.D.T. réalise son objectif. Ces élections rétablissent sa véritable représentativité si souvent contestés par certains.

F.O. connaît une progression sensible, significative du développement des idées réformistes dans la classe ouvrière. Sa progression par rapport aux élections professionnelles s'explique par le report des voix qui se rassemblent habituellement à l'occasion des élections de C.E. sur les listes indépendantes, listes dont l'objectif est une « gestion » pure et simple des œuvres sociales des C.E. sans pour autant s'inscrire dans le courant des organisations du type C.S.L. ou ex-C.F.T.



On peut s'interroger sur les conséquences qu'ont eu les différentes orientations des organisations respectives sur le résultat de ces élections.

L'effort « d'ouverture » de la C.G.T. depuis son 40e congrès, son orientation combative depuis le mois d'août, le recentrage de la C.F.D.T., la signature de la convention sociale par la F.G.M. C.F.D.T., la collaboration de classe de F.O., l'ensemble de ces axes qui ont suscité de nombreux débats ne semble pas avoir modifié le choix des travailleurs. Curieusement tout cet effort politique développé par les uns et les autres dans le but d'étiquetter telle ou telle organisation n'a pas eu de grandes conséquences sur les votes. Cette relative stabilité des choix est bien souvent le reflet de choix politiques qui prend en compte les options stratégiques des syndicats, et de choix qui se fondent sur des liens profonds entre les ouvriers et leurs sections syndicales dirigées par des militants connus de longue date pour leur dévouement et leur attachement à la défense des intérêts des ouvriers.

Ces orientations stratégiques et immédiates des organisations ont en fait beaucoup plus d'influence sur la frange organisée allant de l'adhérent au militant qui ont quotidiennement à défendre ces orientations au sein des entreprises et qui doivent organiser les travailleurs sur la base de ces orientations.

On trouve là la raison du taux de participation, de la stabilité de la représentativité respective de chaque organisation syndicale et par ailleurs la raison du phénomène de désyndicalisation et de découragement qu'éprouvent les militants.

Pour conclure, la classe ouvrière a besoin de défendre ses intérêts, il lui faut donc pour cela des organisations qui assurent à la fois la défense de ses intérêts économiques, et participent à son effort d'organisation. Aujourd'hui l'organisation de la classe ouvrière est compromise par des orientations stratégiques et immédiates contraires aux intérêts de la classe ouvrière. Il nous faut donc travailler à la définition d'orientations dans les syndicats qui permettent d'œuvrer à l'organisation des éléments les plus actifs dans les syndicats, d'œuvrer à l'unité de classe des ouvriers, et celà tout en assurant la défense des intérêts immédiats des travailleurs par la lutte revendicative. Tel est le sens de notre combat, tel est le sens de nos activités dans la classe ouvrière.

Charles Malloire

IRAN
Les vraies menaces sur la paix

Coup sur coup plusieurs hebdomadaires français viennent de lui consacrer leur couverture ; signe des temps les sondeurs s'en préoccupent, la guerre est devenue avec la crise entre l'Iran et les U.S.A. un sujet dont on parle.

La brusque tension liée à l'affaire des otages américains semble avoir fait à ce sujet beaucoup plus que l'agression vietnamienne au Cambodge, que le conflit perpétuel du Moyen-Orient ou que les cris d'alarme sur le surarmement soviétique.

C'est que l'affaire iranienne cristallise en même temps toutes les contradictions importantes qui émergent aujourd'hui au niveau international et qu'elle met en lumière des phénomènes pourtant réels depuis des années.

Du silence total, la propagande de la bourgeoisie et de l'impérialisme est passée en quinze jours à l'alarmisme le plus paniquard et semble vouloir nous installer dans un climat de pré-guerre en nous prédisant les affres d'une Europe étranglée par les Etats arabes pétroliers et, pourquoi pas, d'une Europe en état de légitime défense.

Ce faisant la propagande bourgeoise tente de nous duper doublement. Tout d'abord, en présentant les pays producteurs de pétrole comme les responsables de la crise de l'impérialisme et d'un sombre futur qui nous menace, ce qui est faux. Deuxièmement, en nous taisant le véritable danger qui pèse sur la paix mondiale, la course effrenée que se livrent les U.S.A. et l'U.R.S.S. pour maintenir ou étendre leur domination impérialiste sur le monde.

Sur le premier point, *Le Figaro magazine* est on ne peut plus clair lorsqu'il écrit : « *Si la haine anti-occidentale qui ravage* (l'Iran) *devait envahir tout le Moyen-Orient, si les puits de pétrole du Golfe persique tombaient aux mains d'extrémistes, l'Occident serait en effet condamné à une mort lente. Et il n'aurait alors qu'une seule solution pour l'éviter : la guerre* ».

Dans un langage plus modéré *Le Point* va à sa manière encore plus loin en expliquant par la bouche d'un « *expert en futurologie* » que des deux « *risques majeurs actuels* », le pétrole et la supériorité militaire soviétique, le second est très faible car « *Rien ne fait penser que les dirigeants soviétiques veulent exploiter cette situation* ».

Il oublie ce futurologue qu'aucun gouvernement n'a encore dépensé plus de 20 % de son PNB uniquement pour le plaisir de passer en revue de belles troupes.

UNE RUPTURE AVEC AVANT

Une série de sondages réalisés cette année montre que le pourcentage de Français qui estime que les risques de guerre vont croissant, est passé de 17 % en 1973 à 41 % en juin 1979, avant la tension actuelle entre l'Iran et les U.S.A., et à 63 % actuellement « *du fait de la crise iranienne* ».

Ce brusque changement, que l'on ressent effectivement lorsque l'on parle avec les gens a bien sûr des racines dans la propagande. Mais il est évident aussi qu'il trouve sa source dans la compréhension instinctive que ce qui se passe en Iran est très important et marque une sorte de rupture avec avant. La puissance du raz-de-marée populaire qui a balayé le Shah et l'impérialisme américain d'un coup, l'absence de direction politique « claire » à ce mouvement, si ce n'est la religion, la position ambiguë de l'Union soviétique, le principal voisin de l'Iran, le fait que les U.S.A., jusque-là considérés comme la première puissance mondiale et le gendarme du monde, puissent être chassés et humiliés par un peuple qu'ils dominaient sans partage un an avant. Autant de faits qui, même si on n'en saisit pas la signification profonde, ne manquent pas de poser de sérieuses questions dans l'opinion.

LA GRAND-PEUR DE L'IMPERIALISME

En fait ce qui se passe c'est que la crise iranienne cristallise pratiquement toutes les grandes contradictions du monde d'aujourd'hui et c'est en celà qu'elle est aussi importante.

C'est tout d'abord une révolution nationale d'une grande puissance, on se rappelle le déferlement de haine qu'avait déchainé la révolution chinoise dans la presse occidentale : « *Une révolution de pouilleux, d'affamés et d'illettrés* ». « *Le péril jaune* ». La haine qu'elle suscite recouvre la grand-peur de l'impérialisme devant un mouvement populaire qu'il ne peut espérer contrôler et qui remet en cause son existence même. Même si elle commet actuellement d'importantes erreurs, elle remet profondément en question les bases mêmes de l'ordre impérialiste actuel. La décision iranienne, par exemple, de ne plus accepter le paiement du pétrole en dollar mais à partir d'un panier de monnaie comparables à l'écu européen est une décision *historique* dans la lutte du Tiers-monde. Et les capitalistes ne s'y sont pas trompés, qui se ruent actuellement sur l'or.

Dans le même temps, contrairement à bien d'autres, l'Iran ne s'est pas libéré d'un impérialisme pour tomber dans les bras d'un autre. Les dernières déclarations officielles iraniennes refusant toute présence militaire soviétique *même en cas d'agression américaine* le prouvent. L'U.R.S.S. qui commerçait beaucoup avec le Shah a vu, elle aussi, ses contrats juteux de gaz naturel remis en cause et devra les renégocier sur de nouvelles bases.

Il ne s'agit pas là, bien au contraire, de dire que Moscou ait renoncé à détourner le mouvement populaire iranien à son profit. C'est ce que montre notamment son comportement actuel dans la crise des otages. Moscou a signé la condamnation de la prise d'otages au Conseil de sécurité de l'O.N.U. Dans le même temps l'ambassadeur iranien au Kremlin était informé du« *Soutien indéfectible de l'Union soviétique* »dans cette affaire.

UNE SITUATION INTOLERABLE POUR L'IMPERIALISME

Il n'en reste pas moins que même si chaque erreur de la révolution iranienne ne est une faille que peut mettre à profit l'impérialisme, américain ou soviétique, la révolution iranienne est pour l'instant fondamentalement anti-impérialiste.

Et le fait qu'elle se soit déroulée dans une zone stratégique, dans un pays gros producteur de pétrole, rend cette situation totalement intolérable à l'impérialisme.

Et c'est là que surgit le spectre de la guerre et du droit de « *légitime défense de l'Occident* ».

Mais quel droit ? Celui d'exploiter et de piller les richesses des pays du Tiers-Monde sans que celui-ci puisse oser se rebeller. Celui du maintien du statut-quo de l'oppression coloniale et impérialiste. Ce droit-là, nous le refusons.

L'IMPERIALISME FOURBIT SES ARMES

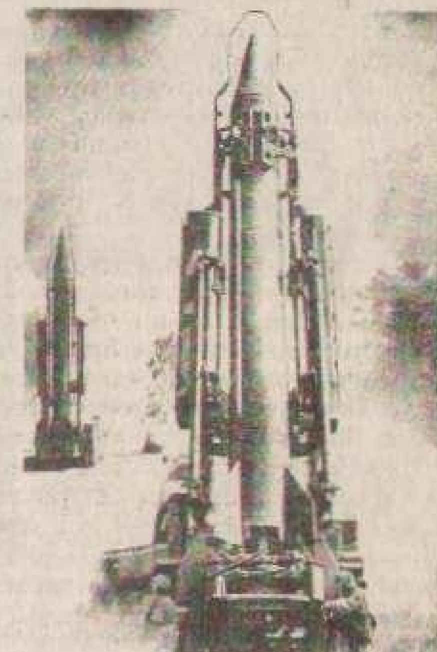
Aux U.S.A., en U.R.S.S., en France, se mettent sur pieds des unités militaires spécialisées dans de telles opérations. Aux U.S.A., sous le sigle F.D.R. (Forces à déploiement rapide), 110 000 hommes de la 82e division parachutiste, munie d'avions géants « GALAXY C5A », s'entrainent à la guerre du désert.



L'armée soviétique n'est pas en reste. Déjà engagée en ETHIOPIE et en AFGHANISTAN, elle vient d'organiser des manœuvres de transports rapides à l'aide « ANTONOV 12 » entre le Sud-Yemen et l'ETHIOPIE. Il s'agit bien là, également, de la mise sur pied d'une « *légion étrangère* » capable de défendre les intérêts impérialistes de Moscou aux quatres coins du monde (les cubains n'y suffisent plus).

En France oserait-on dire, « on a l'habitude ». Et de telles forces existent depuis longtemps. Elles n'en sont pas moins en complète réorganisation afin de les rendre plus efficaces.

Tout cela s'inscrit dans la politique de l'impérialisme pour maintenir sa domination de plus en plus contestée par les pays du Tiers-Monde. Mais cela s'inscrit également dans la guerre que se livrent déjà en coulisse les deux super-puissances pour préserver et maintenir leurs « chasses gardées » et qui prend chaque jour de nouvelles proportions : en une seule année on a vu en Europe, malgré le mythe de la détente, l'installation par les soviétiques d'un nouveau système de missiles, les « S.S. 20 », capables d'anéantir tout objectif en Europe occidentale. Puis la réplique américaine avec les fusées « Pershing 2 » et « Cruise ». Et il faut le répéter le véritable danger sur la paix il est là, et pas dans la juste lutte du Tiers-Monde pour mettre fin à l'exploitaiton coloniale et impérialiste. La grande presse s'alarme devant le prix du pétrole. Mais elle reste muette sur le fait que la marine soviétique est dores et déjà capable de couper *tout approvisionnement pétrolier de l'Europe*.



Aux nostalgiques des guerres coloniales nous répondons, non nos ennemis à nous, peuples et travailleurs européens, ce ne sont pas les arabes ni l'O.P.E.P. Ce sont les impérialistes prêts à recourir à la guerre pour défendre leurs intérêts de classe, et avant tout, les supers impérialistes, les U.S.A. et l'U.R.S.S. dans leur projet de domination mondiale.

Dans ce sens la révolution iranienne, si elle peut se poursuivre à l'abri des influences de l'un ou de l'autre, est une chance pour nous, à conditions d'admettre que chaque pays est maître de ses richesses et de pouvoir établir avec lui des relations basées sur l'égalité.

Mais ce n'est pas la bourgeoisie française qui en sera capable.

Serge FOREST

LE FIL DE L'ACTUALITE

Embargo et union sacrée

Toute une campagne est faite autour de l'exigence du peuple iranien du pouvoir juger le shah et de la prise d'otages à l'ambassade américaine de Téhéran.

La télévision, la radio, les journaux nous présentent les Iraniens comme des fanatiques religieux qui seraient sortis tout droit du Moyen Age et qui se prépareraient à reconquérir le monde sous la bannière de l'islam. Cette campagne tend à présenter les pays du tiers monde qui se défendent du pillage US, comme des pays belliqueux et à blanchir les superpuissances impérialistes et armées jusqu'aux dents de toute intention guerrière. On nous présente le tiers monde comme l'origine possible de la troisième guerre mondiale et les peuple du tiers monde comme des ennemis, alors que ce sont nos meilleurs alliés contre les deux superpuissances.

Embargo et consensus

Lundi 10 décembre, à l'approche du sommet de l'OPEP à Caracas, Antenne 2 diffusait une émission-catastrophe sur le thème *« Que se passerait-il si les producteurs fermaient le robinet du pétrole ? »*. Une bande dessinée vient de paraitre sur le même thème, son titre : *« Embargo »*. En 46 pages, elle concentre grossièrement tous les slogans et tous les vœux secrets de la bourgeoisie et du pouvoir. Première idée : la crise et ses conséquences, austérité, chômage, vie chère ne viendraient pas des monopoles, mais des caprices des pays producteurs, les meneurs étant le cheik Yamani et l'ayatollah Khomeiny. Dans cette fable, ils n'agissent pas pour contrôler leur propre matière première, mais par pur fanatisme religieux. Voilà que tout d'un coup – dans le livre – le chômage se déclenche avec les fermetures d'usines (choses bien sûr inconnues auparavant). Les « élites » s'enfuient. Suprême déchéance, dans le livre, ils vont même en Afrique ! Cet album qu'on ne saurait trop dénoncer dévoile ouvertement son caractère grossier et raciste.

Racisme et consensus : union sacrée

On a trouvé un bouc émissaire à la crise, ce seraient les étrangers, peuples du tiers monde à l'extérieur et travailleurs immigrés en France. Devant ce danger, il faudrait donc faire l'union sacrée, comme en 1914 avec Clémenceau. On voit des réunions avec Giscard et les dirigeants syndicaux, cela aboutit finalement à un gouvernement de salut public avec Edgar Faure et Gisèle Halimi. Finalement, les Français se révélant trop indisciplinés, des manifestations ont lieu pour appeler à la dictature des paras. La boucle est bouclée : on veut faire gober que la cause de l'austérité ce n'est pas les patrons, mais le tiers monde et les immigrés et qu'on a intérêt à s'allier avec les patrons et à réaliser le consensus cher à Giscard. Un livre qui n'est que la caricature d'une campagne odieuse de par le racisme qu'elle développe vis-à-vis du tiers monde et des immigrés, odieuse aussi par le mépris dont elle fait preuve vis-à-vis des travailleurs à qui elle s'adresse.

Léon CLADEL

DOSSIER

Automobile : quel avenir ?

Par Yves Lepic et Paul Mélèze



L'industrie automobile joue un rôle déterminant dans l'économie des pays capitalistes, dont la France :

Outre les 450 000 salariés directs qu'elle emploie, l'industrie automobile est le premier client de la sidérurgie, de l'aluminium, du verre, de la pétro-chimie, sans compter les équipements, les divers réseaux commerciaux : au bas mot : 2,5 millions de salariés. Autant dire qu'on imagine les conséquences catastrophiques qu'un crack économique entrainerait sur l'emploi, les conséquences politiques et sociales qui en résulteraient. La grande bourgeoisie le sait bien, elle est aux prises avec une contradiciton quasi insurmontable :

– des licenciements massifs avec le risque d'une explosion sociale autrement plus importante que la sidérurgie ;

– soit un soutien financier massif au secteur automobile, qui aggraverait dans ce cas une charge financière importante d'autres secteurs économiques et une charge sur la population.

Pour le moment, la bourgeoisie essaie de pallier en douceur :

– restructuration et « dégraissage » des effectifs chez les entreprises sous-traitantes, les filiales.

L'offre reste supérieure à la demande pour le moment : « Les français continuent à aimer la bagnole » et préfèrent se restreindre sur d'autres achats, mais pour combien de temps ? Le chômage va poursuivre son ascension puisque les économistes s'accordent pour affirmer des prévisions vers 2,5 millions chômeurs. Tout un train de hausses, de charges diverses sont planifiées par le pouvoir en place ; la mévente va se prolonger ; il y a des signes avant-coureurs qui ne trompent pas : la clientèle se rabat sur les petits modèles, chaque contructeur navigue à courte vue et préfère allonger ses délais de commande de plus de 6 mois...

Les nuages pourraient bien s'accumuler dans le ciel de l'automobile apparamment encore serein...

La bataille du marché

L'automobile mondiale, après avoir connu pendant 30 ans, une expansion du marché, connait un phénomène de stagnation progressive. Les perspectives de redéploiement paraissent de plus en plus faibles.

Les pays du tiers monde, qui représentent un tiers du marché mondial n'atteignent pas un niveau de développement suffisant pour constituer à court terme un marché prometteur. D'autre part, quand ces pays passent des contrats avec les firmes automobiles, ils tiennent à s'assurer une participation importante par le biais de leur Etat, quand une usine s'installe sur leur territoire, et produit pour leur propre marché. Ils cherchent à assurer un contrôle du développement de leur économie nationale.

Le gros du marché mondial est constitué par les pays capitalistes industrialisés, en particulier les U.S.A. et l'Europe. Or, le frein sur les salaires, la hausse considérable des prix et l'augmentation des charges diverses pour les ouvriers, le nombre croissant de chômeurs pèsent lourdement sur le marché automobile, et accélèrent sa stagnation.

L'horizon des débouchés s'obscursit. La conséquence est directe : la vingtaine de requins de l'automobile sont engagés dans une bataille pour le repartage d'un marché mondial qui se sclérose, et pas de cadeau pour les défaillants.

Ford est malade, Leyland s'effondre, Chrysler à l'agonie, lache son secteur européen et asiatique. Dans ce contexte, toute firme qui progresse le fait forcément aux dépens des autres

et les deux groupes français ne sont pas en reste dans ce domaine. Renault est devenu tout récemment le premier groupe européen après avoir remonté Peugeot-Citroën et Ford-Europe ; la régie ambitionne la 4e place mondiale après une percée sur le marché français avec une part de 43 % en 1979 ; le groupe Renault est le premier importateur en Grande-Bretagne, en R.F.A., Irlande suivi de près par son concurrent national Peugeot-Citroën qui se porterait mieux s'il ne s'était fait refiler le canard boiteux de Chrysler devenu Talbot (tous les coups sont permis) ; dans les cent premières multinationales du globe, les deux français sont bien placés avec le dossart nº 12 pour Renault et No 15 pour Peugeot. Des difficultés croissent chez Ford, même chez General Motors, le rejet des grosses voitures américaines aux U.S.A., pourraient bien créer des conditions favorables aux deux compères français, surtout Renault, d'autant que, avec sa percée aux U.S.A., la différence des salaires U.S.A./France ne joue plus. Restructuration, compétitivité, productivité sont leurs slogans. Le P.D.G. de Renault annonce : réduction des effectifs de 110 000 à 80 000 ; chez Citroën, il y aurait 20 usines de trop, même langage à Peugeot ; d'autre part, si la situation de Talbot ne se redresse pas...

Pour être compétitif, chaque groupe se lance à coups de milliards d'investissements dans la recherche de produits nouveaux ; toutes sortes de projets voient le jour : moteur à alcool, moteur rectilinéaire, en passant par le moteur à gaz qui a des chances certaines à court et moyen terme. L'introduction de la micro-électronique pourrait également changer les cartes, permetrait si la réalisation débouche, de supprimer des composants et de réduire les boîtes de vitesse avec un risque de grosses conséquences sur l'emploi car cela exigera beaucoup moins de main d'œuvre. Malgré leur concurrence, Renault et Peugeot s'efforcent de faire cause commune avec plusieurs usines. Etudes, également sur l'utilisation de mêmes produits : moteurs, boîtes (104, R14, 505, Simca horizon), utilisation d'accessoires des mêmes sous-traitants qui ont une part considérables puisque les deux groupes ne fabriquent que 20 % du véhicule.

Pour augmenter la productivité, ils introduisent l'utilisation de l'informatique : contrôler le travail, de la robotique, voir même la bureautique. L'automatisation est poussée à son maximum avec l'introduction nouvelle de chaines automotisées, chaînes intégrées venant compléter les machines-transfert, en épurant vers la sous-traitance les petites fabrications. Ils appliquent avec l'aide de l'informatique, une taylorisation chez les professionnels, les catégories de techniciens qui entrainera à terme un surplus renforcé de personnel, une déqualification du travail dans ces catégories. Ils poussent au maximum à l'utilisation des moyens de production : généralisation du sytème 2 x 8, mise sur pieds d'équipe de nuits qui constituent dans les usines 10 % du personnel ; développement en parallèle du système 3 x 8 : imposition du travail obligatoire le samedi avec suppression des heures supplémentaires et récupération dans la semaine suivante, avec en passant récupération dans les poches patronales de l'équivalent en masse salariale, et tentative de travail le dimanche.

Le but ouvertement avoué, faire tourner les usines automobiles 365 jours par an, 24 heures sur 24 si cela est possible. Aux ouvriers d'adapter leur condition de vie en fonction de cette situation.

Enfin, application stricte de la politique de Giscard-Barre en matière sociale : frein maximum sur les salaires. Dans l'automobile, aucune réduction d'horaire n'est intervenue depuis les derniers accords d'entreprise de 1974.



Déclin de l'automobile française?



Il est des gens qui s'acharnent dans des légendes, refusent de voir la réalité en face, pour tenter de perpétuer leurs schémas mondiaux qui résistent de moins en moins aux faits et à leur analyse ; malheureusement pour ces gens-là, les fait sont les faits et ils ont la tête dure :

Ainsi, Renault sur la lancée de son concurrent européen Volkswagen s'élance à l'assaut du marché américain pour s'y tailler une place, et signer coup sur coup des accords avec deux petits géants U.S., l'un dans l'automobile avec A.M.C. (American Motors Corporation), l'autre dans le poids lourd diesel de haute gamme, M.T. (Mack Truck) qui avaient tous deux des difficultés ; le groupe nationalisé français redresse leur situation commerciale, éponge les déficits et s'assure par là l'ouverture du marché américain, avec s'il vous plait, circuit commercial à l'appui aux Etats-Unis et au Canada ; en prime, plusieurs milliers de licenciements, des mises à pieds avec promesse, parole de patron nationalisé, de réembauche si la situation s'améliore (tu parles !)

Il n'y a pas de dépendance accrue de la France à l'égard des U.S.A., ni bradage de la nationalisation, il s'agit bel et bien d'une pénétration de Renault sur le marché U.S. : pour Mack Truck : achat de 20 % du capital (à peu près 500 millions de francs) pour A.M.C. : prise de participation de plus de 22 % (environ 850 millions de francs).

PEUGEOT, pour sa part, a racheté, les filiales européennes de CHRYSLER et les a filialisées sous le nom de TALBOT. CHRYSLER s'est replié sur le marché américain, mais ne peut empêcher néanmoins des licenciements par milliers dans ses usines américaines. P.S.A. se débarasse des canards boiteux de CHRYSLER en fermant l'usine anglaise de LINWOOD en ECOSSE (1500 licenciements). De plus les 15 % que possédait CHRYSLER dans PEUGEOT sont en discussion de revente. CHRYSLER n'a pas encore définitivement tranché. Quoiqu'il en soit on est loin de PEUGEOT « américanisé ».

Renault : le mythe de la nationalisation

Il ne faut pas se tromper sur le statut nationalisé du groupe Renault, il ne s'agit en aucun cas d'une nécessité économique pour la bourgeoisie. La cause de cette nationalisation est historique : saisie des biens de la famille Renault pour fait de collaboration avec l'occupant nazi. Le statut « nationalisation » est dans ce cas purement juridique : le fonctionnement de la firme obéit aux mêmes lois internes et externes du marché capitaliste ; c'est une société par actions dont l'État détient 95 %.

Des illusions persistent chez de nombreux travailleurs quant aux caractères bénéfiques des nationalisations, en particulier sur la garantie de l'emploi. C'est le cas dans le groupe Renault. Or, toute nationalisée qu'est la régie, elle a déjà licencié plusieurs milliers d'ouvriers, en particulier à Billancourt, lors des récessions de 1958 et 1962. La régie n'a pas fait non plus de sentiment dans le secteur poids lourds en jetant à la rue 800 ouvriers de la Saviem à Caen en 1978. De la même façon, elle ne fait pas de détail dans les filiales qu'elle rachète : elle « assainit », tel le secteur du cycle. Il ne faut pas perdre de vue que tous les bureaux d'embauches sont fermés-bloqués dans toutes les usines depuis 1974 ; le P.D.G. Vernier-Palliez n'a pas caché que les effectifs actuels qui sont déjà passés de 110 000 à 101 000 devraient baisser encore à 80 000 : on ne renouvelle pas les départs en retraite, les autres départs « naturels » tels que les licenciements de plus en plus importants, les « départs volontaires », on accélère la pré-retraite à 60 ans ; la régie oublie également les milliers d'intérimaires régulièrement remerciés, mais non licenciés juridiquement. A cela, il faut ajouter le chômage technique, important en 1975 où nombre d'O.S. ont perdu près d'un mois de salaire dans l'année, chômage technique également dans les usines de montage en cette fin d'année : c'est le cas de Flins, Sandouville, Couronne ; avec les fonds chômés non payés de fin d'année, la couleuvre passe plus facilement. Du point de vue des effectifs, les usines les plus visées sont Flins et Billancourt, les deux plus importantes avec respectivement 20 000 et 29 000 salariés ; ce n'est pas un hasard, dans ces deux usines, la majorité des ouvriers, surtout chez les O.S. sont des immigrés. Enfin, il faut extirper une dernière légende. Renault n'a pas créé d'emplois en Lorraine en 1979, même si elle a empoché l'aide du gouvernement, elle n'a fait que de piquer des productions de Cléon et du Mans pour les replacer dans l'Est du pays. La répression n'est pas absente : lors de la grève de 1969, à Cléon, plusieurs licenciements et des mises à pieds ; en 1975 à Billancourt 11 ouvriers et délégués licenciés suite à une grève ; en 1978, 44 ouvriers et délégués, tous immigrés licenciés à Flins, 11 à Sandouville, et à Cléon 250 ouvriers ont vu leur prime supprimée ou amputée suite à l'occupation ; en 1979, 7 ouvriers et délégués de la Saviem à Caen sont menacés de licenciement ; 3 délégués licenciés à Berliet R.V.I. à Lyon en septembre ; la liste est partielle, il y en a d'autres.

Non, vraiment, Renault nationalisé, n'a rien à envier pour les travailleurs à Peugeot privé.





Les luttes des travailleurs de l'automobile

Dans l'automobile, les luttes des travailleurs sont nombreuses et diverses ; il ne se passe pas une journée sans qu'on entende parler de mouvements.

Les luttes d'envergures, si importantes qu'elles aient pu être, n'ont pas débouché depuis plusieurs années sur des résultats importants ; de 1972 à 1978, elles ont servi plus souvent d'appoint à l'éphémère programme commun. Longtemps, elles se sont caractérisées par des luttes catégorielles, sectorielles, qui, si elles pouvaient permettre des résultats dans une situation économique et sociale favorable (le PI en 71-72 ou les O.S.) sont actuellement systématiquement vouées à l'échec lorsqu'elles partent sur des revendications à caractère général. Même les luttes au niveau d'une usine seule n'ont pas débouché : Cléon en a particulièrement fait les frais au lendemain de l'échec du programme commun en 1978. De plus en plus, la compréhension de luttes coordonnées sur l'ensemble du groupe Renault fait jour : cela a été vrai en mai-juin 1979 dans le secteur poids lourd de Renault (R.V.I.) avec les conflits de la Saviem à Caen et à Limoges. Cela s'est vérifié encore en octobre-novembre 1979 dans plusieurs usines du secteur automobile Renault avec Orléans, Le Mans, Cléon, Rueil et Billancourt en particulier qu'on n'avait pas vu depuis longtemps entrer en lutte. Malgré plusieurs débrayages massifs et simultanés, rien n'a été obtenu ; plusieurs raisons ont joué en défaveur : l'accord confédéral C.G.T.-C.F.D.T., même s'il a donné l'élan, n'a pas été suffisant pour mobiliser toutes les usines du groupe en même temps, parce qu'il y a des décalages d'une usine à l'autre : la faiblesse des organisations syndicales pèse sur les possibilités de mobilisation, c'est le cas de l'usine Sandouville malgré les efforts de la C.G.T. et de la C.F.D.T. Le poids des mesures Bonnet-Stoléru est un frein objectif à Flins où les immigrés constituent 75 % des ouvriers. Dans ces deux usines, l'échec cinglant de l'an passé suivi des licenciements a contribué à ce phénomène. C'est encore plus vrai dans les usines du groupe Peugeot où la C.G.T. et la C.F.D.T. sont souvent réduits à l'état de groupuscules syndicaux qui explique la faiblesse de combativité. Autre aspect : les décalages de revendications d'une usine à l'autre, le déclenchement d'action sectorielles quand il s'agit de mener une lutte d'ensemble, sont des freins à une coordination.

L'unité, unité C.G.T.-C.F.D.T., même si elle a encore un caractère fragile, n'en est pas moins réelle, malgré l'esprit de boutique, de tirer la couverture à soi, malgré l'électoralisme.

Un résultat probant, que confirmeront peut-être les autres usines dans les semaines et mois à venir, sont les résultats des élections de C.E. ' Cléon de ces jours derniers : une b[illegible] remarquable de l'abstention qui [illegible]asse de – 30 % à – 23 % : toutes les organisations syndicales, en particulier la C.G.T. et la C.F.D.T. ont progressé en voix, donc en influence malgré un nombre d'inscrits inférieur ; il y a moins d'abstentions qu'aux dernières élections de D.P.

Cela traduit une remontée de confiance entre syndicats et travailleurs, c'est une base d'encouragement, car, si du côté patronal un front particulièrement offensif contre les ouvriers s'est développé, des prémices pourraient bien se dessiner à l'inverse du côté de chez les travailleurs.

La situation des principaux groupes automobiles français

Quelle est aujourd'hui la situation des pincipaux groupes automobiles français ? Il ne s'agit pas d'une mince question de détail compte-tenu de la bataille gigantesque en cours dans tout ce secteur au niveau mondial. Le mieux est de donner à nos lecteurs quelques tableaux chiffrés sur le «poids» des entreprises automobiles françaises en tant que trusts de l'automobile et la place qu'ils occupent dans le domaine des exportations.

Principales usines des constructeurs français d'automobiles

SOCIETES localisation et effectifs	Principales activites
Peugeot Sochaux **38 000**	Montage Emboutissage Moteurs Fonderie
Renault Billancourt **30 400**	Montage Emboutissage Fonderie
Simca Poissy **25 000**	Montage Emboutissage Moteurs
Renault Flins **20 000**	Montage
Citroën Rennes **15 000**	Montage Emboutissage Pièces en caoutchouc
Peugeot Mulhouse **14 000**	Montage Emboutissage Fonderie Boîtes de vitesses
Renault Sandouville **11 100**	Montage Emboutissage
Renault Le Mans **9 300**	Fonderie Mécanique
Citroën Aulnay-s-Bois **8 000**	Montage
Renault Cléon **8 000**	Moteurs Boîtes de vitesses Fonderie
Renault Douai **7 300**	Montage Emboutissage
Citroën Paris et Nanterre **4 400**	Moteurs
Citroën Levallois **4 200**	Montage Moteurs
Peugeot-Renault Douvrin **4 100**	Moteurs
Citroën-Peugeot Metz **3 600**	Boîtes de vitesses
Citroën Caen **3 400**	Châssis
Peugeot Vesoul **3 000**	Tôlerie Sellerie
Renault Maubeuge **3 000**	Carrosserie
Peugeot Lille **2 800**	Moteurs
Simca La Rochelle **2 600**	Suspensions Directions
Simca Vieux-Condé **2 300**	Frappe à froid
Simca Valenciennes **2 200**	Sellerie
Peugeot Dijon **1 600**	Transmissions Directions
Peugeot-Renault Ruitz **1 400**	Boîtes de vitesses
Renault Choisy-le-Roi **1 200**	Tubes Ressorts
Citroën Reims **1 200**	Boîtes de vitesses
Simca Sully-sur-Loire **1 100**	Forge
Simca Sept-Fons **1 100**	Fonderie
Simca Bondy **900**	Fonderie
Citroën Charleville **900**	Fonderie
Renault Saint-Jean-de-la-Ruelle **900**	Mécanique de précision
Renault Dreux **900**	Pièces plastiques
Peugeot Saint-Etienne **600**	Pompes Trains

TABLEAU 1

Les dix premiers mondiaux de l'automobile

	Production (millions de véhicules)	chiffre d'affaires (millions de dollars)
General Motors (U.S.A.)	6,7	54,9
Ford Motor (U.S.A.)	3,75	37,8
Toyota (Japon)	2,72	9,6
P.S.A.-Chrysler (France)	2,30 (1)	11,7
Bissan (Japon)	2,28	7,7
Chrysler Corp (U.S.A.)	2,18	13,5
Renault-Saviem-Berliet (Fr.)	1,80	10
Volkswagen-Audi-N.S.U. (R.F.A.)	1,66 (2)	10,4
Fiat (Italie)	1,35 (3)	4,5
Daimler-Benz (R.F.A.)	0,58	8,6

Statistiques de 1977, voitures et camions. Les chiffres d'affaires sont tirés de la revue américaine « Fortune ».

(1) Y compris 12 000 MATRA-SIMCA
(2) Production de PORSCHE (36 000) intégrée
(3) Y compris AUTOBIANCHI, LANCIA et FERRARI

TABLEAU 2

Leaders à l'exportation (chiffres réalisés en 1976) milliards de francs

1) Renault	20,0
2) P.S.A. Peugeot-Citroen	16,3
3) C.G.E.	7,6
4) Rhone-Poulenc	6,2
5) P.U.K	5,3
6) Thomson-Brandt	4,9
7) Dassault-Breguet-Av	4,6
8) Alsthom-Atlantique (1)	4,5
9) Creusot-Loire (2)	4,4
10) Vallourec (3)	4,0
11) Chrysler-France (4)	4,0
12) I.B.M. France	3,2
13) Michelin	3,0

(1) Filiale C.G.E.
(2) Filiale commune SACILOR-SOLLAC-EMPAIN-SCHNEIDER
(3) Filiale USINOR
(4) Filiale PEUGEOT depuis 1 an.

Pétrole et automobile

La crise de l'énergie, la lutte des pays du tiers monde pour maitriser la mise en valeur de leurs richesses naturelles — pétrole entre autres — peuvent-elles avoir des conséquences et ont-elles déjà des conséquences sur l'automobile en France et dans le reste du monde ?

Cet article ne prétend pas donner une réponse définitive car il nous est encore bien difficile de nous y reconnaître dans toutes les implications de la politique économique de la bourgeoisie. Nous nous bornerons à donner des axes de réflexion qui permettront au lecteur de se faire déjà une idée sur le problème.

La construction automobile a beaucoup évolué depuis sa naissance. Aux sièges de cuir ont succédé les sièges en skaï ou en simili-cuir, aux tableaux de bord en bois vernis ont succédé les tableaux de bord en plastique moulé. Bref les produits élaborés à partir du pétrole entrent pour une part plus importante qu'avant.

Le nombre de voitures a aussi considérablement augmenté à partir du moment où la bourgeoisie s'est aperçue qu'il était très rentable de vendre une voiture par individu plutôt que des bus ou autres moyens de transport en commun.

La consommation d'essence a de ce fait aussi considérablement augmenté. Et comme le pétrole n'est pas une denrée inépuisable, il arrive bien un moment où il faut se poser le problème de son utilisation rationnelle. C'est ce que sont en train de faire les pays producteurs, qu'ils soient organisés au sein de l'O.P.E.P. ou en dehors.

De ce fait les constructeurs automobiles se voient contraints — concurrence et marché obligeant — de produire des modèles leur permettant de gagner sur la consommation d'essence et de plastique.

Cela signifie qu'ils doivent améliorer l'aérodynamique du véhicule (pénétration dans l'air et résistance), gagner sur le poids du véhicule, sa hauteur sur roues. Cela nous donne des véhicules très basses, en forme de demi-oeuf (un peu comme la G.S. de Citroën).

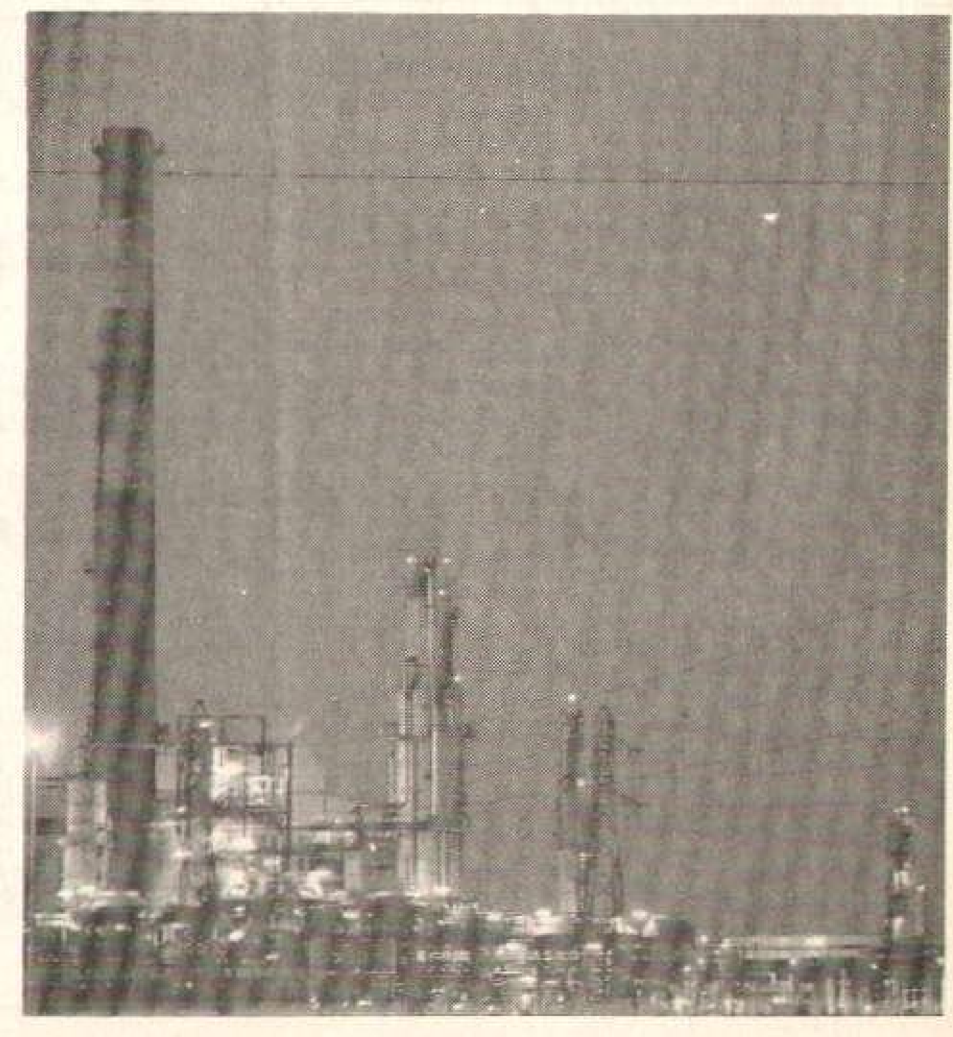
D'où aussi les multiples gadgets (mini-ordinateur de bord évaluant la consommation d'essence) qui permettent de gagner sur tout. D'où aussi une révision de la « norme », c'est-à-dire « la voiture doit être économique », « la vitesse, c'est complètement dépassé ».

Les « veaux » ont une très nette tendance à disparaître y compris sur le marché américain — même si là, le niveau baisse moins qu'ailleurs ; les hauts de gamme sont plus que jamais réservés à « ceux qui ont les moyens ».

Tous les constructeurs qui ont été incapables de s'adapter aussi aux exigences énergétiques se trouvent en position très difficile par rapport à leurs concurrents. Une firme comme British Leyland qui ne produit quasiment que des hauts de gamme pour l'instant a beaucoup plus de difficultés qu'une autre firme à imposer ses voitures sur le marché à un moment où l'on parle « chasse aux gaspis ».

Ce qu'il faut comprendre en fait c'est qu'il y a intéraction de tous les phénomènes : marché relativement saturé, politique pétrolière repensée, crise économique avec un taux de chômage assez fort, etc.

Quiconque n'a pas développé son secteur de la recherche, y compris dans le domaine politique énergétique et ne s'est pas donné les moyens financiers de cette politique, doit disparaître, c'est la logique capitaliste.





Chine : le socialisme fait ses preuves

Alain Castan revient d'un voyage en Chine où il conduisait une délégation du Parti invitée par le Parti communiste chinois.

« Parmi tous les voyages que j'ai faits en Chine, ce voyage est celui qui me semble le meilleur : c'est le voyage le plus approfondi. Je le dois d'abord aux camarades chinois qui ont eu une grande patience avec nos questions multiples, indiscrètes, et vraiment directes ; et je le dois aussi à l'ambiance beaucoup plus détendue, assez libre d'expression qui existe actuellement en Chine et que personnellement je j'ai jamais connue dans le passé », nous a-t-il dit à son arrivée. Aussi à travers nos questions nous avons voulu non aborder tel ou tel événement mais dégager les lignes de forces de la politique des communistes chinois.

H.D.

HERVE DASTAR
Depuis maintenant un an, le P.C.C. s'est fixé une tâche fondamentale, prendre comme axe les quatre modernisations. Pourquoi, cette priorité, maintes fois rappelée, à des objectifs de développement économiques ?

ALAIN CASTAN :

La Chine reste un pays arriéré. Nous le savions déjà. Nous le savions d'autant plus que les camarades chinois ne cessent de nous le répéter. Mais ce phénomène nous est apparu cette fois dans toute son ampleur grâce aux visites des régions relativement plus pauvres que celles visitées jusqu'à présent, grâce aux explications franches et approfondies des camarades chinois ; que ce soit dans le Yunnan entre le Xishuang banna et Xmao, entre Kunning et la « Vallée des pierres » ou dans le Hopeï à Chengteh, nous avons vu des paysans pauvres, très pauvres, et des habitations que l'on peut à peine appeler par ce nom. On a beau le savoir cela fait encore un choc.

N'est-ce pas significatif que les revenus annuels des paysans du Yunnan s'échelonnent de 310 yuans par an pour les plus « riches (ce qui est un chiffre élevé pour les campagnes chinoises) à ... 10 yuans par an !

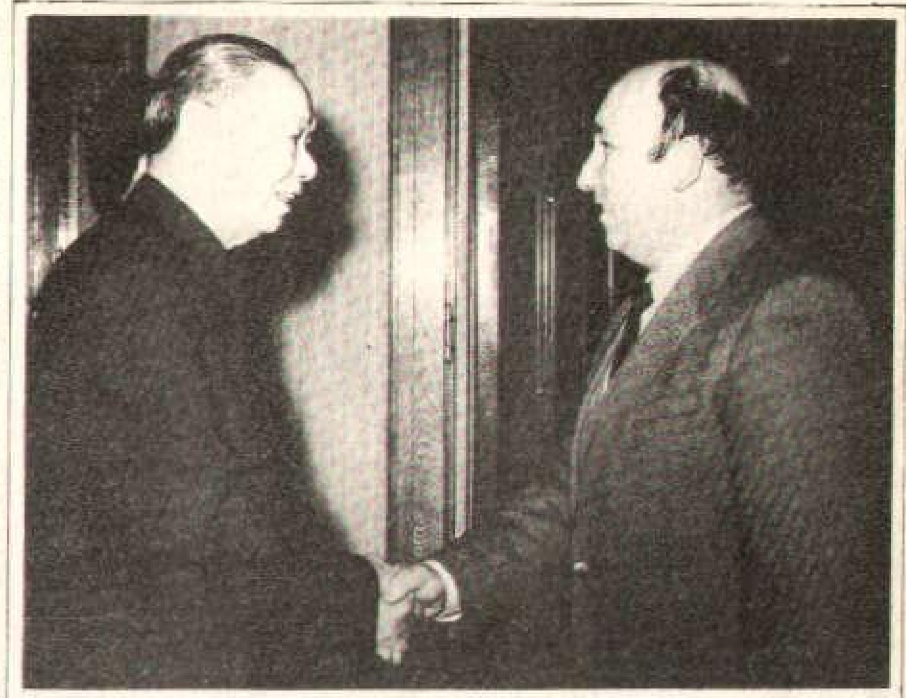
Bien sûr ce retard ne se limite pas aux questions économiques. On le retrouve sur d'autres plans : sur le plan social, culturel, politique... Nous pourrions citer de nombreux exemples. Disons simplement que ce qui frappe le plus c'est la persistance dans la société chinoise de mentali-

tés et d'idées féodales, et ce en raison du faible développement des forces productives et qui en retour freinent la modernisation de la Chine.

C'est vrai qu'il est plus facile si l'on fait sérieusement ce constat de la Chine d'aujourd'hui de comprendre pourquoi les camarades chinois reprennent aujourd'hui l'analyse de leur VIIIe congrès estimant que la contradiction principale en Chine est entre le faible niveau de développement des forces productives et des rapports de production avancés.

Marx, lui, avait parlé de construire le socialisme dans des sociétés avancées ou justement la révolution prolétarienne puisait sa source dans la contradiction entre le niveau élevé des forces productives et des rapports de production arriérés. Tout simplement le contraire de la Chine d'aujourd'hui !

Voilà qui explique bien les difficultés du socialisme en Chine et le fait que le communisme chinois avance à « tâton » sur une voie inconnue.



Alain Castan, chef de la délégation du PCML avec Li Peng Fei.

Q. Oui mais cela ne se fait-il pas au détriment des objectifs politiques du socialisme ?

A.C. Comment peut-on parler de nouveaux progrès dans les rapports de production sans un développement nouveau et spectaculaire des forces productives ; comment peut-on parler de faire progresser la démocratie tant que les paysans chinois qui constituent encore plus de 85 % de la population feront encore tout à la main, n'auront d'autre perspective que de gratter la terre à longueur de journées et d'années pour n'en tirer que de faibles revenus tant que leur horizon restera limité aux bornes des champs, de l'équipe de production. Seule la mécanisation et la modernisation de l'agriculture, la pénétration des sciences dans les campagnes, par l'augmentation de la productivité, l'élévation du niveau de vie et du niveau culturel permettront de changer radicalement la situation.

Alors oui, le paysan chinois pourra avoir le « monde comme horizon », s'intéresser aux affaires de l'Etat. Alors oui, les idées féodales et rétrogrades seront balayées.

C'est ici que sont les problèmes de la démocratie en Chine : ce ne sont pas les viscissitudes du « mur de la démocratie », phénomène marginal et urbain, ou le fait de savoir si Wei Jin Sheng a le droit ou non de cracher sur le socialisme qui a sauvé le peuple chinois.

Q : D'accord avec toi sur l'importance de l'édification économique mais tout de même... Est-ce que les dernières mesures qui ont été prises, par exemple le fait que le mur de la démocratie soit supprimé, le fait qu'il y ait eu un procès contre les dissidents, est-ce que tout cela ne marque pas un retour à des méthodes autoritaires connues pendant la Révolution culturelle ?

A.C. : Il y a quand même une chose qu'il ne faut pas oublier à propos du procès de Wei Jin Sheng et du mur de la démocratie, c'est que la Chine est un pays de dictature du prolétariat. La démocratie absolue dans le monde n'existe pas. En France la démocratie s'applique à la bourgeoisie mais elle est refusée aux travailleurs, en Chine on peut dire que l'on s'efforce, certainement avec des imperfections, d'appliquer la démocratie au peuple, l'absence de démo démocratie c'est pour les contre-révolutionnaires.

Au contraire de ce qui s'est dit chez nous, le procès de Wei Jin Sheng si on compare au passé, c'est un grand progrès pour la démocratie. Ce procès s'est tenu conformément à la législation chinoise. Wei Jin Sheng a livré des renseignements militaires à des journalistes étrangers, il a aussi appelé dans un journal à détruire le socialisme et à combattre le P.C.C. Déjà sur le plan purement légal, c'est contraire à la Constitution de la RPC. Il n'a pas fait qu'exprimer des idées, il est passé aux actes.

Q : Et le « mur de la démocratie ? »

A.C. : D'abord il n'a pas été supprimé mais déplacé du carrefour de l'avenue Xitan au parc Yuetan. Ensuite je ne crois pas que la démocratie en Chine ce soit le mur de la démocratie. D'abord dans chaque unité de travail, il y a des tableaux où sont affichés des « dazibaos » : c'est parfois assez vif dans les critiques par exemple sur le bureaucratisme. C'est aussi une liberté d'expression dans la presse que la Chine n'a jamais connue. Par exemple pendant que nous y étions un écrivain a prononcé devant le Congrès des artistes et écrivains un discours très critique sur la situation actuelle. Ce discours a été immédiatement reproduit par le Quotidien du Peuple et il était très discuté.

La démocratie aussi en Chine, ce sont les possibilités nouvelles pour les travailleurs d'élire les cadres et les dirigeants d'entreprises. C'est également une tâche qui me semble nouvelle du syndicat et sur laquelle on insiste beaucoup : défendre les droits démocratiques des travailleurs. Le mur de la démocratie a joué un rôle positif à un certain moment, il y a un an à peu près. Il a



Les commerçants français négocient des articles de vannerie.

été utile pour exprimer le mécontentement de certains couches de population maltraitées pendant la Révolution culturelle et sous la bande des Quatre ; ces gens-là avaient besoin de s'exprimer et de clamer les injustices dont ils avaient été victimes.

Aujourd'hui c'est probablement devenu un phénomène plus marginal.

Q : Tu parles d'éléments marginaux ou contre révolutionnaires. Comment se fait-il qu'en R.P.C., 30 ans après la libération, il y ait des jeunes hostiles au socialisme ?

A.C. : Beaucoup de jeunes instruits qui étaient partis pleins d'enthousiasme dans les campagnes en sont revenus amers et déçus ; ils ont l'impression d'avoir gâché 10 ans de leur vie. Aujourd'hui un grand nombre sont sans qualification, sans travail ; ils ont perdu confiance dans le socialisme et le parti et n'ayant pas connu l'ancienne société tournent des regards admiratifs vers les mirages des pays capitalistes.

La situation est donc non seulement difficile pour les communistes chinois mais elle peut devenir dangereuse si ces problèmes sont mal réglés.

Le parti fait face à cette situation avec lucidité. Il est conscient de tous ces problèmes et en même temps des dangers de la période. Il faut moderniser rapidement la Chine élever le niveau de vie de la population et se préparer en vue d'une guerre.

Il faut moderniser mais à la chinoise tout en faisant du commerce avec les pays capitalistes, donc avoir de multiples contacts avec eux. Mais peut-on laisser l'idéologie bourgeoise à la frontière ? Non bien sûr, elle pénètre en même temps. Aussi faut-il ne pas s'étonner de voir apparaître de temps en temps tel ou tel phénomène qui nous surprend ou qui nous choque, avec lequel nous ne sommes pas d'accord.

La voie est étroite et personnellement je comprends très bien que les camarades chinois nous disent « avancer à tâtons ».



Développement récent du port de Talien.

Q : On a un peu l'impression dans ce que tu dis que les Chinois font une multitude d'expériences, qu'il y a un grand nombre d'unités qui font un peu ce qu'elles veulent, on peut se demander : que fait, que veut le P.C.C. ?

A.C. : Je pense que le Parti communiste chinois a un grand problème actuellement : regagner la confiance de ceux qui l'ont perdue. Pour elle, il doit d'abord unir le peuple chinois. Il faut qu'il donne à chacun l'envie d'oser. Surtout dans les milieux intellectuels on avait perdu l'esprit d'initiative, l'esprit d'oser exprimer ses opinions, l'esprit d'oser tenter des expériences. La politique actuelle du P.C.C. est de permettre à chacun de prendre ses responsabilités. Le parti voit très bien certaines idées, certaines expériences dangereuses, erronées, il cherche à les combattre, mais ce qu'il veut c'est combattre ces idées, mais ne pas abattre les gens qui les expriment.

Je crois qu'il faut faire la différence entre des courants d'idées qui existent dans la société chinoise et la politique du P.C.C. La politique du P.C.C. est exprimée dans des textes officiels par exemple dans le discours de Ye Jianying à l'occasion du trentième anniversaire de la République populaire de Chine.





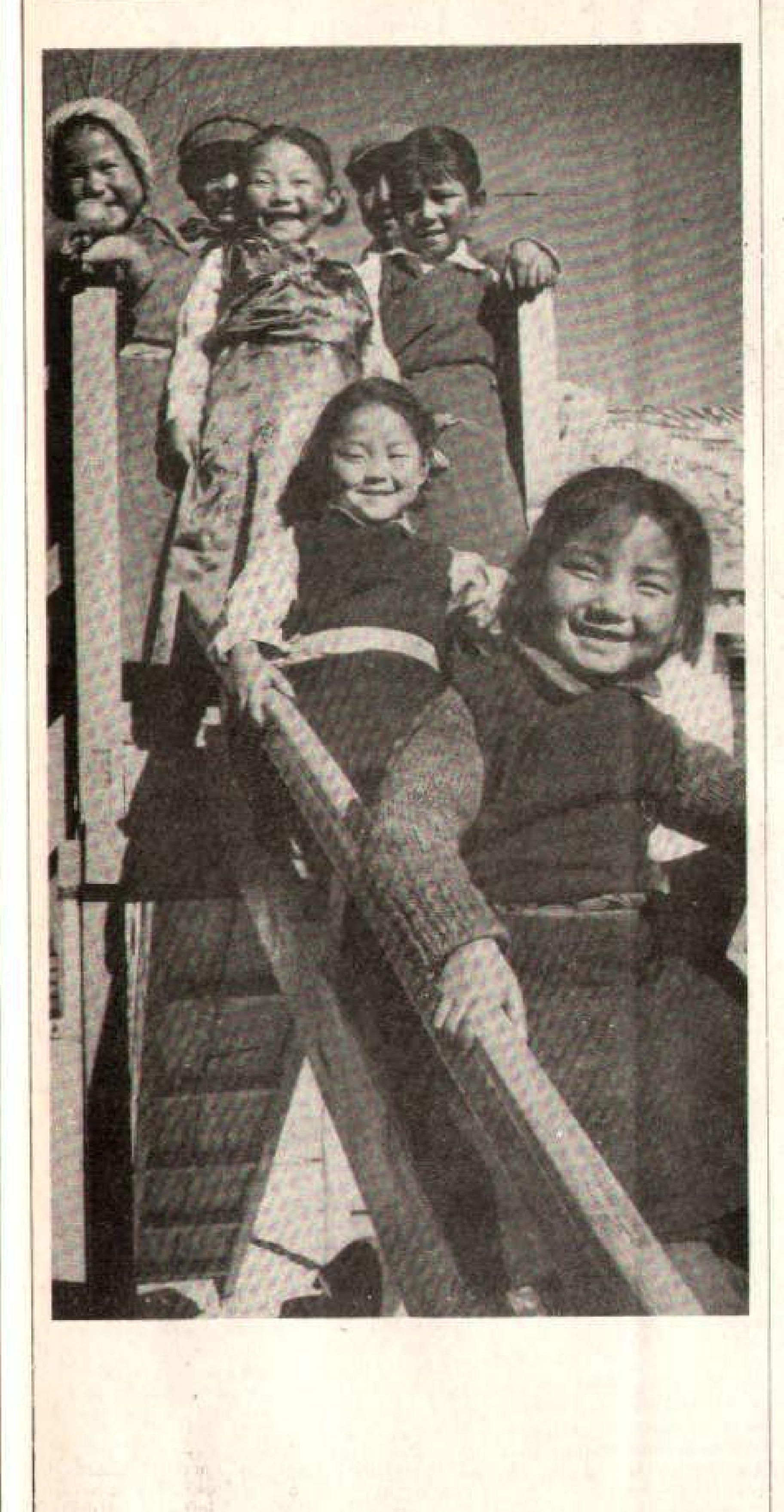
Q : Dans les forces qui s'opposent à la démocratie en Chine, il y a un poids qui est important, c'est celui de la bureaucratie ; comment cette question est-elle prise en mains ?

A.C. : C'est un gros problème pour la Chine. Elle a des origines historiques, c'est dans le féodalisme que l'on trouve les racines de ce phénomène. La Révolution culturelle avait l'intention de supprimer le bureaucratisme et si les gens se sont engagés puissamment dans cette Révolution culturelle c'était pour lutter contre le bureaucratisme. Mais elle ne l'a pas supprimé, au contraire, elle l'a fait apparaître plus gravement. Donc aujourd'hui ce problème se pose encore dans toute son amplitude et l'on en parle beaucoup actuellement dans la presse, sur les « dazibaos », dans les conversations privées. Le syndicat semble vouloir mobiliser les travailleurs sur cette question et le parti vient paraît-il de prendre des mesures énergiques pour combattre le bureaucratisme de certains cadres. A mon avis ça sera une lutte longue.

Q : Autre problème, un ensemble de sociétés et d'associations se créent mais si on fait la moyenne d'âge des présidents et des dirigeants de ces associations, on doit tourner autour des 70 ans. On a un peu l'impression que la seule façon à l'heure actuelle d'agir est de réhabiliter les anciens écrivains, les anciens artistes, et que la génération suivante ne viendra pas.

A.C. : Il y a vraiment en Chine un problème de générations dans tous les domaines et en particulier pour les cadres. Cette mesure de réhabilitation des vieux écrivains ou des vieux metteurs en scènes est tout à fait indispensable, car elle donne confiance aux intellectuels. C'est eux qui ont le plus souffert pendant la Révolution culturelle, souvent même physiquement et certains d'entre-eux ont été poussés au suicide. Aujourd'hui encore, des intellecteuls ont peur de s'exprimer parce qu'ils disent « on nous accorde un peu de liberté d'expression mais qu'est-ce qui va se passer demain, peut-être va-t-on nous la supprimer ? ».

De plus, à l'heure actuelle en Chine, il n'y a pas d'écrivains jeunes qui aient le talent et l'expérience de ces grands écrivains. Par exemple, on peut penser ce que l'on veut des œuvres de Pa Kin, mais du point de vue littéraire, c'est certainement l'un des meilleurs écrivains de Chine. Il est bon que les jeunes écrivains, du moins du point de vue du style, prennent comme modèle des écrivains de qualité comme Mao Dun.



Q : En conclusion est-ce que tu penses que l'objectif que se fixaient les communistes chinois lorsqu'ils ont vaincu le Kuomintang s'est réalisé, est-ce qu'en Chine le socialisme a fait la preuve de sa supériorité sur le capitalisme ?

A.C. : Je pense que oui, si on compare la Chine à son passé semi-colonial et semi-féodal et si l'on cherche à savoir réellement et vraiment ce qui se cache d'horrible et d'inhumain sous les mots « semi-colonial et semi-féodal ». En sachant également que dans bien des régions, il faudrait mieux parler de « société féodale », de « société esclavagiste » et dans certains cas même de « société primitive ».

En trente ans, la Chine a fait un bond par dessus les siècles. Où et quand le capitalisme a-t-il pu en si peu de temps réaliser la même chose ? Jamais et nulle part, naturellement. La bourgeoisie n'a-t-elle pas mis plusieurs siècles de la Renaissance à la fin du XIXe siècle pour instaurer fermement son pouvoir et faire triompher le capitalisme sur le féodalisme.

C'est tout-à-fait vrai également si l'on compare la Chine à d'autres pays du tiers-monde où la voie capitaliste reste synonyme de misère, d'inégalités révoltantes des richesses, de répression et souvent de dictature fasciste.

Certe, quelques pays du tiers-monde, Corée du Sud, Singapour et même... Taïwan ont connu un développement économique plus rapide mais ce sont des cas particuliers puisque l'économie s'y est développée artificiellement à coups de dollars U.S. dans le but justement de s'opposer au socialisme chinois. Ce sont d'autre part, des pays particulièrement réactionnaires et fascistes où le sort du peuple lui n'a guère changé.

Donc si l'on compare l'œuvre du socialisme en Chine par rapport au passé comme aux autres pays du tiers-monde, le socialisme a vraiment fait ses preuves sur le plan économique, social, culturel, et politique.

Ceci dit, c'est relatif car la Chine n'a pas encore rattrappé les pays capitalistes sur beaucoup de plans. Le socialisme n'a donc pas encore fait la preuve qu'il est capable de transformer un pays semi-colonial et semi-féodal en un pays avancé jouissant d'une économie et d'une culture avancée. Mais le socialisme n'en est qu'à ses premiers pas. Malgré toutes les difficultés et les dangers qu'il ne faut pas sous estimer, ce que j'ai vu en Chine me laisse un bon espoir : cet objectif sera atteint.



SUPERTRAMP

LE MYTHE DU PARADIS POUR LES ANNÉES 80

Vous connaissez Supertramp ? Leurs disques sont classés dans les hits, ils font en ce moment une tournée en Europe.

Présentation : ils sont quatre, Anglais, circulent en Mobil-home, habitent la Californie, étaient en France du 20 novembre au 1er décembre.

Légende : il était une fois des jeunes anglais qui adorent les Beatles, forment un groupe du nom de « *Super-clochard* » (à Munich), font des disques dont le premier s'appelle « *Supertramp* ». Le son Supertramp est sur sillons. Pourtant, en 1971, quand ils passent en France, il y a 14 personnes dans la salle. Grâce à un producteur futé et avec beaucoup d'argent, le groupe sort *Crime of the Century* qui en fait des vedettes en England. 1974, en France, ça ne va pas mieux : au Bataclan, il y a six personnes au concert mais... des pro. Le disque suivant sera propulsé par les média avec *Even in the quietest moments.* La carrière européenne de ST commence. Leur petit dernier « *Breakfast in America* » est déjà vendu à 3 millions d'exemplaires dans le monde, 600 000 en France. Leurs concerts ont lieu à guichets fermés, des bus spéciaux sont affrétés de province.

Moralité de ce beau conte de fée ? Le succès enfin récompensé ? Non ! Le phénomène Supertramp vaut le coup qu'on y jette un coup d'œil car il montre en pleine lumière combien la musique est devenue une industrie employant toutes les ressources financières, technologiques et publicitaires disponibles actuellement.

Supertramp, comme d'ailleurs *Les Bee Gees* représente une nouvelle espèce de musiciens, espèce que l'on peut qualifier d'artistes-entrepreneurs pliant leur talent à toutes les nécessités du marché capitaliste.

Cette affirmation pourra choquer quelques admirateurs : « *Facile à prouver que les Bee Gees c'est la méthode Darty appliquée à la musique. (Si vous trouvez plus mauvais, on vous paie le champagne !) mais ST, quand même, il y a le talent, le génie !* ».

Alors, voyons ça de plus près !

Le talent, oui, bien sûr. Quand un critique écrit : « *Crime of the Century* est un joyau durable de la pop musique, la première manifestation de la révolution technologique qui a transformé le monde du son... », il a raison.

Perfection à tous les niveaux : mélodie, son, construction rythmique. Voilà le style du groupe. Un produit de qualité à coup sûr. Qu'on nous permette de faire remarquer que de nombreux groupes avec l'aide financière et technique dont dispose Supertramp seraient arrivés à un résultat aussi bon ! Alors, pourquoi Supertramp et pas les autres ? Parce que le groupe a de manière consciente appliqué une stratégie de conquête du marché. Disons, pour être justes que le son, l'atmosphère, le contenu des chansons de ST ont été adaptés, peaufinés, perfectionnés jusqu'à ce qu'ils correspondent parfaitement au public qu'ils voulaient conquérir.

Voici les ingrédients nécessaires à la fabrication d'un supergroupe.

– D'abord avoir une musique originale, du *talent* (un peu) ;

– Ensuite occuper un *créneau* sur le marché du disque : Hard ? Reggae ? Punk ? Ces styles ne touchent qu'un public limité (certaines tranches de jeunes) et en plus, il y a concurrence. Par contre, on cherche encore les successeurs des Beatles : un groupe qui a du talent qui fait une musique acceptable par tous assez dure pour plaire aux jeunes, assez douce pour plaire aux moins jeunes, assez commerciale pour être dans les hits, assez chic pour être dans une bonne discothèque. C'est tout à fait ce créneau qu'occupe Supertramp : comme on dit en pub : «*Supertramp, de la pop de 7 à 77 ans*». Un créneau aux profits juteux. Ce mois-ci, Paul Mc Cartney a été sacré recordman toute catégorie de la chanson par le Guiness Book of Records : 43 chansons vendues à plus d'un million d'exemplaires, 60 disques d'or dont 42 avec les Beatles, 100 millions de 33 tours et autant de 45 tours vendus. Faites vos comptes.

S U P E R F R I C

– *S'entourer des meilleures conditions techniques et commerciales* : après l'échec de leur tournée en France, Supertramp décide de mettre le paquet : à l'occasion de la sortie de *Crime of Century*, ils s'associent avec le producteur le plus cher du monde, Ken Scott ; travaillent dans les studios les plus sophistiqués, se paient le jeu de scène le plus énorme (l'éclairagiste a plusieurs pages à instructions pour le décor de chaque chanson). Supertramp utilise parmi les premiers des énormes potences qui peuvent recevoir plusieurs dizaines de spots.

– Musique tout terrain, le succès de Supertramp vient aussi du fait que le contenu, l'atmosphère correspondent au mieux à *l'air du temps*. Perfection électronique. Niveau contenu, c'est tout le contraire de « *No future* » de la « new wave ». On n'hésite pas à critiquer le vieux monde : titre d' un de leurs albums «Crisis? What Crisis?». Mais, la critique débouche toujours sur l'espoir. Les paroles appellent à « *trouvez-vous un nouveau projet* », on entend : « *Il n'y a pas de raison de s'arrêter quand le monde attend après toi* », « *essaie encore* ». Le message de Supertramp est là et cela peut expliquer leur succès en période de crise : on peut conjurer la crise, il suffit d'être cool, d'avoir le sourire et d'y croire. Le son renforce ces idées : nourri au soleil de Los Angeles, il nous transporte dans un monde sans vulgarité, sans violence, un temps qui s'écoule, paisible. La meilleure publicité qu'on peut faire à Supertramp pourrait être : *Vous voulez passer 30 mn au paradis, achetez Supertramp, ça coûte 50 F.* Qui a dit qu'en période crise, le sentiment religieux faisait toujours recette?

Michel DAVID



Succès du banquet de la Lyre des Travailleurs

Le banquet, organisé à Lille par nos camarades de *La Lyre des travailleurs* fut véritablement un succès : 180 à 200 personnes ont répondu à l'invitation de la chorale *La Lyre des Travailleurs*. L'ambiance était empreinte de la chaleur des gens du Nord. Les tables étaient dressées sur toute l'étendue de la salle polyvalente, dans la banlieue sud de Lille. Sur la scène, les chanteurs de *La Lyre* interprètent leurs succès tandis qu'on sert l'apéritif et que le repas commence. Ils chantent notamment « *Chausson* », une chanson sur la grève de Chausson, une chanson sur le chômage et les licenciements à la lainière de Roubaix, enfin une chanson-sketch sur le racisme.

Les chants étaient soutenus par la batterie, l'orgue électronique et l'ocarina. Un groupe ami de *La Lyre* interpréta son propre répertoire, dont beaucoup de chansons en chtimi. Puis Denis Delforge interpréta des poèmes. Enfin Julien Leroux, un ancien de *La Lyre*, qui était présent au banquet monta sur scène pour chanter avec *La Lyre* et termina par des chansons de son répertoire, très bien senties notamment sur l'intoxication télévisée. Le repas se poursuivit, interrompu seulement par les applaudissements jusqu'au bal qui clôtura la soirée.

On pouvait voir sur les murs des panneaux présentant les activités de *La Lyre*. Par leurs chants, ces camarades s'efforcent d'exalter le combat des travailleurs en lutte pour les soutenir et les aider à renforcer leur unité. Ils ont participé récemment à une fête de l'immigration à Tourcoing et au gala des travailleurs de l'Alsthom en grève à St Ouen. A la fin de leur spectacle, des travailleurs se sont précipités pour noter les paroles de leurs chansons, afin de les reprendre le lendemain à une manifestation. Belle récompense pour les chanteurs de *La Lyre*.

Ils essayent en effet de créer un répertoire varié dont les formes enrichies par les divers courants de la chanson servent plus efficacement le contenu de combat. Cette soirée du 8 décembre témoignait de la bonne orientation du travail de la *Lyre*. On ne peut que lui souhaiter bonne continuation en attendant de nouvelles chansons.

Léon CLADEL

Le grand embouteillage

Une lectrice nous ecrit

Des raisons pour lutter

C'est ce que j'ai vivement ressenti en voyant récemment le film de Comencini « *Le Grand embouteillage* ».

Comencini met en scène des situations aussi banales et classiques que diverses où se disputent futilité et grotesque, lâcheté et cynisme, égoïsme et cupidité, hypocrisie et intérêt personnel, violence et indifférence, et où l'amour, la compréhension, la solidarité n'existent pas.

Si on laisse parfois échapper un petit rire crispé et vite réprimé, c'est un certain malaise qui nous envahit et ne nous quitte plus pendant 1 h30, une giffle qu'on reçoit une douche froide du fond très salutaire pour qui n'a pas définitivement sombré dans le piège des soit-disant bienfaits d'une société comme la nôtre.

En témoigne cette scène insoutenable et ô combien révélatrice d'un tel constat : le viol d'une femme féministe par trois fascistes qui bénéficient de la complicité objective de l'entourage, de l'indifférence générale, de la lâcheté ; viol prémédité, sanction infligée à qui ne se soumet pas, par un ordre bien établi.

Comencini porte un jugement sévère mais lucide d'une société qui nous fait esclaves de son système, qui nous enrobe, qui nous prend au piège d'un certain modernisme, qui cultive à outrance l'individualisme et tue l'individu.

Pourtant ce pessimisme bien réel dans le film n'est pas pour autant désespéré, car au milieu de cette uniformité qui fait mal, il y a l'espoir si symboliquement incarné dans la jeune féministe et un jeune ouvrier-camioneur.

Ce besoin de communiquer qui les rapproche, cette pureté qui les fait victimes, cette solidarité qui les lie contre la violence et l'indifférence, cette générosité qui s'impose, ce respect des autres qui empêche une vengeance expéditive et pourtant si légitime contre les violeurs, tout cela est bien présent aussi dans le film.

En fin de compte, cette scène émouvante par sa beauté, extraordinaire par sa force de ces deux mains solidaires qui s'unissent par la fenêtre de leurs véhicules, comme un défi au monde pourri qui est derrière eux ne signifie-t-elle pas que Demain peut être différent, et qu'il en dépend de nous.

Intelligent ce film l'est à plus d'un titre : d'abord parce qu'il prend pour décor une situation tellement familière à des millions de gens : les embouteillages parce qu'il met le doigt sur les dangers d'une certaine société de consommation et d'individualisme ; puis parce qu'il fait réfléchir — et cela devient tellement rare aujourd'hui où tout nous est décortiqué, où nous n'avons plus qu'à gober — et finalement parce qu'il mène à la non résignation, à la révolte, à la lutte.

Une lectrice

Un film fondamentalement pessimiste

Nous te remercions de ta lettre, qui confirme l'importance de la critique artistique sur le front culturel. Il est important de préciser notre analyse de ce film très significatif de la période de confusion actuelle.

SUR LA FORME DU FILM :

COMENCINI, le réalisateur qui avait déjà signé « *l'argent de la vieille* », « *qui a tué le chat* », excelle dans la peinture sociale.

Avec doigté il fait, au bon moment alterner le comique avec le tragique. Et le film se présente comme une suite de sketches empruntés à la « comédie à l'italienne » avec une progression dans l'horreur. Cela correspond au passage du jour à la nuit, ainsi les voyous néo-nazis se montrent agressifs vis à vis de la jeune guitariste, ce n est qu'après qu'ils la violeront odieusement dans l'indifférence générale. De même, l'occupant de la maison semble, au début, fort désintéressé lorsqu'il héberge le grand acteur sur le déclin (MASTROIANNI) il s'avère plus tard qu'il a fait ça dans le but de trouver une place de chauffeur aux studios de cinéma de CINECITA et d'échapper ainsi à son sort de conducteur d'engins sur un chantier.

Malgré cette progression dans l'horreur le film est statique, c'est une impression d'immobilisme qui s'en dégage. En effet on ne peut pas parler d'histoire ou de scénario central mais simplement de sketches éclatés qui racontent les histoires séparées des quinze voitures mises en évidence. Quoi de plus statique qu'un embouteillage ? Des centaines de voitures immobilisées avec leurs occupants sur une autoroute à proximité de Rome entre un cimetière de voitures, un chantier interrompu à cause de magouilles immobilières et une usine chimique polluante. Voilà l'image choisie par Comencini pour symboliser la société italienne.

→

DANS LE MEME SAC

Bien sûr Comencini, le réalisateur fait une peinture relativement nuancée. Le député centriste se console au champagne, tandis que la famille napolitaine boit de l'eau. L'homme d'affaire-député tente de réaliser une affaire immobilière avec le chantier abandonné, la famille napolitaine vole les petits-pots d'aliments pour bébé afin de les revendre cyniquement aux automobilistes affamés. A deux niveaux différents, c'est la même attitude, l'individualisme sordide.

FONDAMENTALEMENT PESSIMISTE :

Lorsque la file des voitures ralentit, puis s'arrête tout le monde est immobilisé, bloqué sans distinction. Dans l'embouteillage qui sert de révélateur, du patron à l'ouvrier, tous ont la même attitude égoïste. Bien sûr certains personnages apparaissent sous un jour différent, tel le camionneur et la jeune féministe dont la rencontre peut être interprétée comme une lueur d'espoir. Il y a aussi le prêtre et sa prière : « Mon Dieu délivrez-nous du plastique, des déchets radio-actifs, de la raison d'Etat, de la propagande... »

Et c'est bien là que se situe le problème. En effet ce désastre, ce blocage est présenté comme celui de de ce que les sociologues bourgeois appellent la « société de consommation ». Cette notion a été crée pour culpabiliser les travailleurs et les décourager dans leur lutte contre le patronat. On a l'impression que c'est la voiture qui enferme chacun dans son égoïsme, PDG, comme ouvrier, tout le monde étant victime au même titre de ce fléau. Il n'y a plus dès lors de responsable, tout le monde étant pris au piège d'une frénésie de consommation, de son égoïsme. Plus dexploiteurs ni d'exploités, il n'y a plus que des automobilistes consommateurs.

Tu parles toi-même de « pureté ». Les personnages les moins individualistes sont ceux qui sont les plus frappés, finalement le désespoir les gagne. (Le camionneur devant le pillage de ses petits pots.) En sortant du cinéma on a l'impression que en haut comme en bas de la société chacun se dispute la palme de la cruauté et de l'égoïsme et que cela est du à un mal qui frapperait indifféremment tout le monde : la consommation.

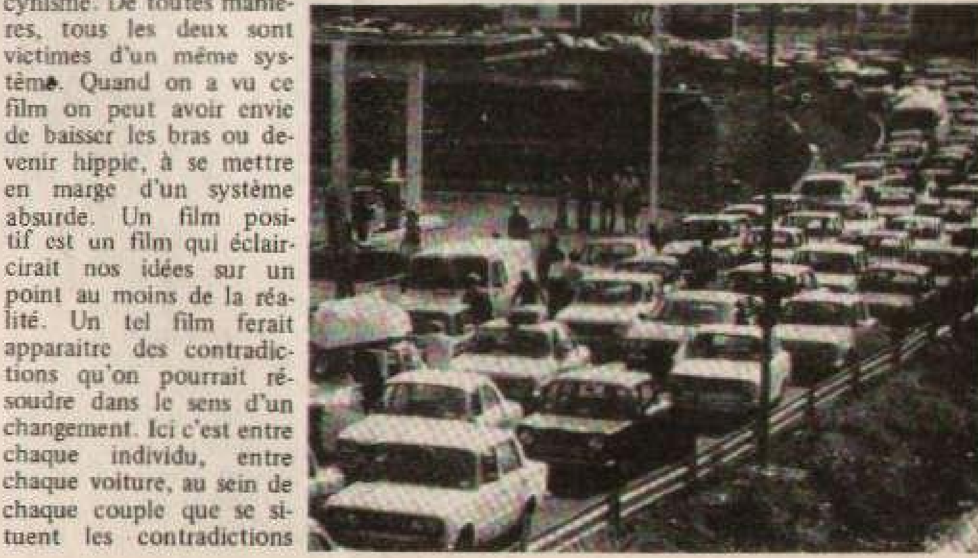
Dès lors que peut-on faire pour changer quelque chose ? Non, on ne peut pas parler de film positif. En effet ce film se limite à un constat très pessimiste de certaines réalités. Ce serait un film positif s'il mettait à nu un mécanisme, un aspect du système capitaliste, s'il montrait certaines contradictions de ce système. Là non, bien au contraire. On sent une haine entre le riche P.D.G. et les Napolitains pauvres, mais on se demande pourquoi cette haine, ils sont tellement proches dans le cynisme. De toutes manières, tous les deux sont victimes d'un même système. Quand on a vu ce film on peut avoir envie de baisser les bras ou devenir hippie, à se mettre en marge d'un système absurde. Un film positif est un film qui éclaircirait nos idées sur un point au moins de la réalité. Un tel film ferait apparaitre des contradictions qu'on pourrait résoudre dans le sens d'un changement. Ici c'est entre chaque individu, entre chaque voiture, au sein de chaque couple que se situent les contradictions irréductibles, dès lors, avec qui s'unir pour changer quelque chose et contre qui ? On a l'impression d'une punition infligée par le ciel aux hommes pour leur impureté ! Un film qui peut donner lieu aux conclusions les plus diverses et les plus ambigües, il ne montre pas qu'il y a exploitation d'une classe par une autre.

Certains à partir d'un tel constat peuvent en appeler à « une vision communautaire de la société à l'opposé de la philosophie contemporaine des rapports sociaux quantitatifs, abstraits et mercantiles ». à récuser « le rêve marchand aussi bien que marxiste d'une planète massifiée d'où s'estomperaient les différences » (...) renoncer aux idéaux du petit bonheur immédiat » pour redevenir sujet de l'histoire voilà ce que propose la Nouvelle droite dans ce qu'elle appelle une critique de droite de la société de consommation, tandis que la Nouvelle gauche pourrait proposer la croissance zéro. Dans ce film il n'y a plus ni exploiteur ni exploités, il n'y a plus que des automobilistes consommateurs. En outre il s'inscrit dans un courant où se mêlent confusion et défaitisme.

Léon CLADEL

On connaît l'œuvre examinons les intentions de l'auteur à partir d'une interview :

« Le Grand Embouteillage » est le film d'une situation historique et sociale complètement bloquée(...). Pour moi, cela renvoie à une faillite générale des sociétés de consommation ; faillite à laquelle on ne peut trouver, ni en Italie, ni ailleurs,que le constat d'une catastrophe. Les films-catastrophes américains sont spectaculaires et rassurants. Il y a toujours quelqu'un ou quelque chose pour sauver la situation. Moi j'ai gommé tout effet spectaculaire (...) rien ne s'arrange, même lorsqu'on annonce que les voitures vont reparrtir (...). Commencé dans l'humour, le film devient inquiétant. La plupart des sociétés dans le monde sont des sociétés de consommation, et celles qui ne le sont pas encore (dans les pays communistes, par exemple) aspirent à le devenir (...) j'ai montré que tous les gens étaient atteints par le même mal, quelle que soit leur classe sociale (...). Tout le monde est logé à la même enseigne, il ne peut avoir de vainqueurs parmi les prisonniers de cet embouteillage. »



A la mémoire de Fahrat Hached, grand leader syndicaliste tunisien (1912-1952)



Par Estelle Delmas

Décembre et janvier sont deux mois souvenirs pour la classe ouvrière tunisienne : le 5 décembre c'est le 27e anniversaire de l'assassinat du premier secrétaire général et fondateur de l'UNION GENERALE DES TRAVAILLEURS TUNISIENS, l'U.G.T.T., par la police française.

Le 26 janvier, ce sera le 3e anniversaire des journées de janvier 1978 où la classe ouvrière tunisienne combattit avec tant de courage et de sang pour défendre son organisation syndicale, son indépendance, ses dirigeants, ses revendications, continuant en cela les traditions de lutte et les traditions syndicales instaurées par Fahrat Hached et ses mots d'ordre : indépendance et émancipation.

Nul chef syndicaliste ne fut plus aimé et respecté par le peuple tunisien, et en 1952, ce fut la consternation et l'indignation dans les pays colonisés, mais hélas, le silence à peu près total en France. Alors, pour célébrer comme il le faut les événements de janvier 1978, rendons hommage au fondateur de l'U.G.T.T., Farhat Hached.

« L'EMANCIPATION DE LA CLASSE OUVRIERE TUNISIENNE PASSE PAR L'INDEPENDANCE NATIONALE ».

F. Hached

Issu d'une famille modeste, Hached fut chauffeur à Sousse. Il y adhéra à la C.G.T. qui était avant guerre une Union départementale de la C.G.T. française ! Très vite, il entre en opposition avec les dirigeants français de cette U.D., dont les positions à l'égard du problème colonial, sont soit ouvertement colonialistes soit chauvines, sous le prétexte que la lutte de classes passe en premier. En 1944, cette U.D., sous la pression du P.C.F. demande aux travailleurs tunisiens de travailler plus « pour la reconstruction de la France » et se fait même tirer les oreilles par le ministre de l'économie (François Billoux, P.C.F.) pour le peu d'enthousiasme que manifestent les ouvriers tunisiens.

Hached comprend que ce mouvement syndical ne sert pas les intérêts des travailleurs tunisiens, mais ceux d'une petite minorité (à la C.G.T. 80 % des adhérents sont français, alors qu'ils ne représentent que 5 % des travailleurs de Tunisie) jalouse de conserver ses privilèges. Les travailleurs tunisiens n'ont donc qu'une possibilité de faire entendre leur voix : créer leur propre organisation.

Aussi, après quelques tentatives pour essayer de se faire comprendre des dirigeants, F. Hached quitte la C.G.T. avec l'Union locale de Sfax et crée des syndicats autonomes, fin 1944 qui deviennent au congrès du 20 janvier 1946 : l'U.G.T.T. L'U.G.T.T. connaît un immense succès, immédiatement : 80 000 adhérents, tous tunisiens, ce qui en fait la première centrale syndicale tunisienne et surtout le premier syndicat « indigène » d'une colonie française. F. Hached avait donné l'exemple, l'Algérie, le Maroc et l'Afrique occidentale suivront quelques années plus tard. L'U.D.-C.G.T. crie à la division de la classe ouvrière de Tunisie, à cette époque où les ministres communistes sont chassés du gouvernement.

LA LUTTE DANS LE SYNDICALISME MONDIAL

Pour F. Hached, au-delà des différences nationales, il y a unité d'exploitation capitaliste, et il estime qu'une centrale nationale n'est concevable que si elle adhère à une organisation internationale. L'U.G.T.T. demande aussitôt son adhésion à la FEDERATION SYNDICALE MONDIALE (1) mais la C.G.T. fait pression sur son U.D. qui se transforme en 1948 en UNION DES TRAVAILLEURS TUNISIENS (U.S.T.T.), mais le changement se limite pratiquement au nom. L'U.S.T.T. demande son adhésion à la F.S.M. et l'obtient aussitôt, tandis que l'U.G.T.T. attend, et exige une réponse. La F.S.M. envoit une délégation chargée de proposer la fusion aux deux centrales. L'U.G.T.T. accepte mais pose trois conditions : direction tunisienne, langue arabe et sigle U.G.T.T. L'U.S.T.T. refuse et des dirigeants du P.C.F. vont jusqu'à accuser Hached d'être raciste !

Finalement après bien des atermoiements et à cause de la place prépondérante de l'U.G.T.T. et de son rôle, et grâce au travail des syndicats asiatiques (Inde, Pakistan) l'U.G.T.T. est admise, en janvier 1949.

F. Hached participe au congrès, développe ses idées : le lien entre la lutte pour les revendications économiques et la lutte nationale, fait largement connaître la lutte du peuple tunisien, mais il se heurte à des résistances : « la guerre froide » a commencé, dans les instances de la F.S.M., la lutte contre l'impérialisme américain éclipse les luttes nationales des colonies. Aussi l'U.G.T.T. quitte la F.S.M. dans laquelle il estime ne pas trouver le soutien nécessaire et adhère en 1951 à la CONFEDERATION INTERNATIONALE DES SYNDICATS LIBRES (2). Cette adhésion est un échec pour la F.S.M., le P.C.F. et la C.G.T., loin de voir leurs responsabilités accuseront F. Hached d'avoir été acheté par la C.I.A.

FAHRAT HACHED, LEADER NATIONAL

Pendant que l'U.G.T.T. essayait de faire connaître son combat au niveau international, elle se battait particulièrement pour se faire reconnaître par le colonialisme. Dès 1946, la Résidence générale (3) rompt toutes négociations avec le Parti destourien, les dirigeants nationalistes sont arrêtés et la répression recommence : l'indépendance ? Pas question !

Durant toute cette période, jusqu'à sa mort, F. Hached reste le seul représentant national, jouissant d'un prestige et d'une popularité accrue auprès des travailleurs et du peuple tunisien.

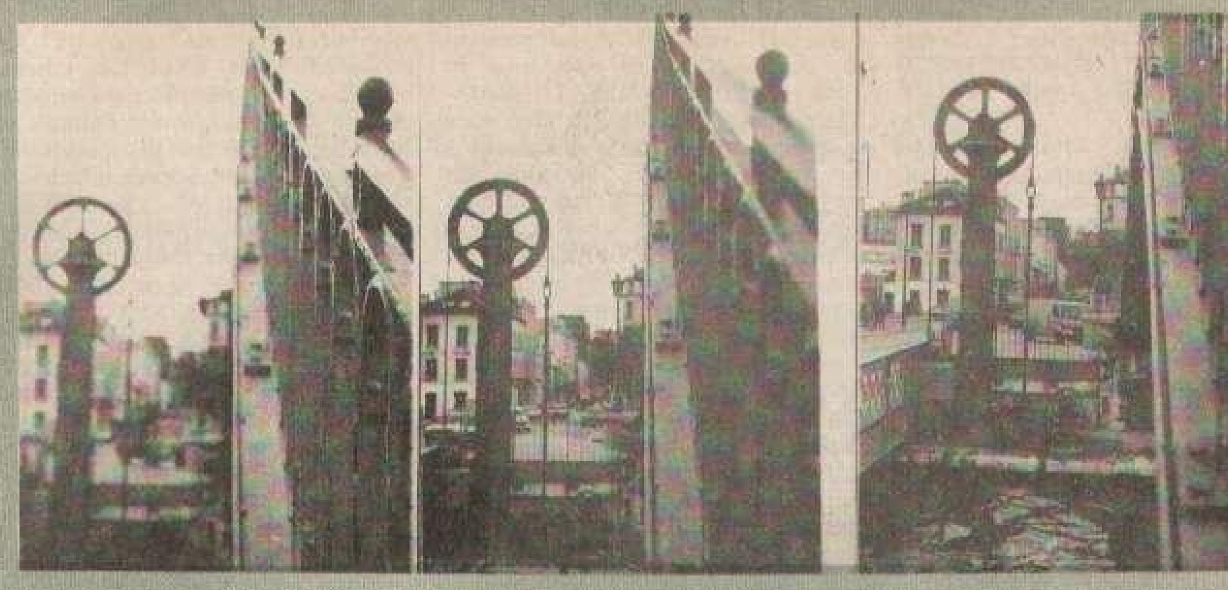
Dès sa création, l'U.G.T.T. remet en cause le pouvoir colonial : les patrons, les grands propriétaires fonciers sont français, toute lutte économique prend immanquablement l'espect d'une lutte anti-coloniale : drapeau tunisien en tête et au chant de « HOUMET EL HOUMET » (4). L'U.G.T.T. attaque les monopoles coloniaux en exigeant l'égalité de salaire entre Français et Tunisien, l'application des lois sociales françaises (Sécurité Sociale, allocations de chômage) le S.M.I.G. tunisien égal au S.M.I.G. français, le statut des ouvriers agricoles, etc. De l'autre côté les colons ont l'armée : à partir de 1947, toutes les grèves de l'U.G.T.T. sont réprimées par l'armée, qui fera plus de morts en ces occasions qu'au cours des manifestations de rue nationalistes. Une raison de plus pour le P.C.F. de refuser d'apporter son soutien à des « provocateurs » !

Mais pour les colonisateurs F. Hached est bien le chef de la rébellion, et c'est bien grâce à lui que les travailleurs tunisiens rentrent en force dans le mouvement national. Il est difficile pour le gouvernement français d'entreprendre une action officielle contre lui, à cause de son prestige international et du soutien des syndicats américains, alors, après des menaces et des tentatives, il le fait exécuter par des hommes de main de la police, comme il fera plus tard enlever Boumedienne et assassiner Medhi Ben Barka.

Quatre ans plus tard, le peuple tunisien était indépendant. Depuis la figure et les traditions d'Hached sont les drapeaux de la lutte ouvrière en Tunisie.

Estelle Delmas

(1) FEDERATION SYNDICALE MONDIALE : crée en 1945, avec les anciens syndicats de l'International syndicale rouge.
(2) CONFEDERATION INTERNATIONALE DESSYNDICATS LIBRES : crée en 1949, scission de la F.S.M., plus ou moins financée par la C.I.A., qui servit à sa création les objectifs de l'impérialisme américain.
(3) Résidence générale : gouverneur français de la Tunisie, pays sans protectorat.
(4) HOUMET EL HOUMET : chant national tunisien (poème de Aboul Kacem Chaabi), très populaire.



Les promoteurs ne vendront pas le pont de l'Ourcq avant de l'avoir tué.

Un Regard sur Paris



Scène du marché de Joinville - Paris 19ème

23 octobre à Paris. On ne mène plus les femmes en bateau.






La fanfare « La clique à couak » intervient sur les marchés et y réintroduit une musique populaire.